

RAPPORT ANNUEL



CHARGEURS

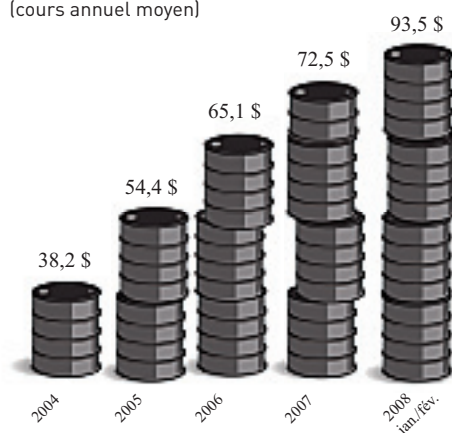
LES MOTS-CLÉS DE CHARGEURS

Chargeurs est un groupe mondial diversifié, coté en Bourse, investissant à long terme et opérant en leader sur des niches industrielles et de services. Il développe actuellement son activité dans la protection de surfaces, Chargeurs Films de Protection, les textiles techniques, Chargeurs Interlining, et le traitement de matières premières, Chargeurs Wool. En 2007, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 790 millions d'euros, dont 90% réalisés hors de France. Le Groupe emploie près de 3 000 personnes réparties sur 37 pays.

Chargeurs a obtenu, en 2007, une bonne progression de ses résultats en dépit d'une année marquée par de fortes turbulences où se sont conjugués le renchérissement accéléré du prix du **Pétrole**, atteignant la barre symbolique des 100 dollars le baril, la hausse continue des prix des **Matières premières** et de l'énergie ainsi que la faiblesse persistante du **Dollar** par rapport à l'euro. Dans un contexte économique mondial marqué par l'intense vitalité de la **Chine** et de certains autres pays d'Asie, Chargeurs s'est appuyé sur ses propres implantations locales pour faire face à cette concurrence, accentuée à nouveau début 2008 par la suppression des **Quotas** textiles, mais aussi pour tirer profit de la forte croissance chinoise. Dans le but d'améliorer en permanence sa compétitivité, le Groupe a consolidé ses atouts en renforçant les liens de coopération avec ses **Partenaires**, en Chine, au Maroc et en Argentine. Par ailleurs, Chargeurs poursuit le développement de ses **Innovations** tant pour les produits et les services proposés aux clients que pour le contrôle des risques et la gestion financière. En rapprochant ses structures industrielles et commerciales de celles de ses clients, le Groupe augmente sa **Réactivité** qui est devenue, dans une économie fortement concurrentielle, une pratique indispensable, notamment lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins des **Grands comptes** mondialisés. Grâce au rééquilibrage de ses implantations géographiques, Chargeurs s'adapte en permanence à la **Mondialisation** de plus en plus intense de ses marchés. Le Groupe bénéficie également de sa structure **Multimétiers** qui lui permet de réduire les risques que pourraient représenter des aléas dans l'un d'entre eux. Chargeurs présente les caractéristiques d'une valeur de **Rendement** offrant aux **Marchés financiers**, qui évoluent dans un contexte de volatilité extrême, une sécurité récurrente.

PÉTROLE

ÉVOLUTION DU COURS DU BRENT en \$/baril
(cours annuel moyen)



L'envol du pétrole à des cours très élevés, en 2007, a affecté Chargeurs Films de Protection dont la matière première principale est le polyéthylène. Ce métier a mis en place des outils qui permettent, dans un horizon proche, de gérer ces hausses et ces ruptures. Le pétrole a entraîné également une hausse des prix de l'énergie, qui renchérissent, dans tous les métiers du Groupe, les prix de revient. Pour Chargeurs Fashion, le coût de l'énergie représente un tiers du prix de revient des activités teinture et apprêts. Chargeurs Interlining a subi également l'impact des hausses des coûts de l'énergie et des produits dérivés du pétrole, comme le polyester et les colles pour l'enduction.

DOLLAR

DÉPRÉCIATION DU DOLLAR FACE À L'EURO

(cours annuel moyen \$/€)



En deux ans, le dollar américain s'est déprécié de 20 % face à l'euro affectant fortement la compétitivité des productions de la zone euro. La relocalisation des capacités industrielles et du sourcing de Chargeurs Interlining en fonction de ses marchés lui a permis d'atténuer les effets de change. Chargeurs Wool développe une activité essentiellement en dollar et la dévaluation de ce dernier n'a affecté ses opérations qu'en Australie. Pour Chargeurs Films de Protection, la productivité européenne a permis de maintenir une bonne compétitivité sur ses marchés américains et asiatiques.

Les matières premières ont fortement augmenté en 2007, principalement sous l'effet de la demande asiatique. En ce qui concerne la laine, la réduction de la production lainière australienne et la forte consommation chinoise ont maintenu celle-ci à des prix élevés. La sécheresse en Australie, qui fournit 30% de la production lainière mondiale, a provoqué une réduction des volumes de 60 millions de kilos. Dans un marché où l'offre et la demande s'équilibrent désormais en l'absence de stock régulateur, la Chine a acheté à elle seule 60% de la laine australienne, provoquant une hausse des prix de 18% en euros et de 32% en dollars américains entre 2006 et 2007. Chargeurs Fashion, spécialiste des tissus mélangés à base de laine, a été affecté par la hausse des prix de la laine comme par celle des fibres synthétiques. Chargeurs Films de Protection a dû faire face aux prix sans cesse en augmentation du polyéthylène et à un ralentissement de l'activité de ses clients, eux-mêmes confrontés à la problématique de hausse des prix des matières premières, notamment dans le secteur des métaux et du plastique.

MATIÈRES PREMIÈRES



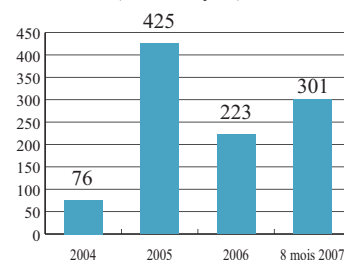
LA CHINE

La croissance et l'efficacité chinoise à l'exportation, soutenues par des coûts de main-d'œuvre très bas, avivent très violemment la concurrence, notamment dans les métiers textiles, mais elles représentent aussi une opportunité. Disposant en propre de cinq outils de production et de six structures de commercialisation, très performants, Chargeurs, avec ses partenaires, emploie aujourd'hui en Chine plus de 1 000 personnes, pour tirer parti de ce dynamisme. Chargeurs Wool a renforcé son peignage chinois : sa position concurrentielle a été améliorée et des investissements importants ont été engagés pour son système de dépollution. Comme pour les trois métiers textiles, la Chine est devenue un marché incontournable pour Chargeurs Films de Protection. Ce métier, fort d'une croissance significative de ses ventes en Chine en 2007, prévoit pour 2009 d'y accroître notablement sa présence, en s'appuyant sur ses avantages technologiques. En 2007, Chargeurs a réalisé 19% de ses ventes en Chine, qui représente le premier marché du Groupe ; l'objectif est d'intensifier toujours plus la présence de chacun des métiers en Asie.

QUOTAS

Les quotas, outil de régulation économique internationale, constituent une autre variable à gérer pour Chargeurs qui développe des réponses adaptées. Avec la suppression définitive des quotas textiles, la situation au 1^{er} janvier 2008 est similaire à celle du 1^{er} janvier 2005 où venaient de cesser les accords multifibres qui restreignaient la liberté des échanges au travers de quotas d'importation. On avait alors assisté à un déferlement de produits chinois d'une telle ampleur que des quotas temporaires avaient été réintroduits sur certains produits, jusque fin décembre 2007. Chargeurs Fashion s'est préparé à cet enjeu en accélérant le développement d'innovations et en renforçant son partenariat au Maroc. De même, Chargeurs Interlining a étoffé sa présence en Asie et dispose désormais de six entités de production, six entités de distribution et plus d'une douzaine de bureaux. Chargeurs Wool est soumis, pour son activité en Chine, aux quotas que les autorités locales fixent chaque année pour l'importation de laine brute. Cela a légèrement pénalisé l'activité en 2007.

Importations de l'UE en provenance de Chine
Pantalons (en millions de pièces)



Source : IFM.

Chargeurs s'est attaché depuis toujours à élargir le réseau constitué avec ses clients, ses fournisseurs et ses partenaires, en tissant avec eux des liens de loyauté. Courant 2007, Chargeurs Wool s'est associé en Argentine avec un partenaire lainier local, Ituzaingo. Désormais, ils contrôlent paritairement le peignage de Trelew en Patagonie. Chargeurs Fashion a conclu en 2007 une alliance stratégique avec son partenaire marocain Holfipar qui permettra, dans le contexte de globalisation des marchés, de proposer les produits tendance et les tissus innovants à partir d'une zone de fabrication de proximité Euromed. La compétitivité du nouvel ensemble ainsi constitué, le renforcement d'un savoir-faire et d'une créativité internationalement reconnus, la force de son réseau commercial et sa connaissance des marchés assureront les bases d'une stratégie de développement. Le partenariat de Chargeurs Interlining avec Yak en Chine a fourni, pour sa première année d'exploitation, de bons résultats et confirmé la complémentarité de leurs deux activités. Pour Chargeurs Films de Protection, le partenariat est la caractéristique majeure des relations établies avec les clients, les centres de recherche et les fournisseurs. Ainsi, Chargeurs Films de Protection a pu construire une solide coopération en matière de recherche pour le développement de produits plus performants. La relation clients se valorise autour de ces innovations et d'un ensemble de services que ce soit pour leurs besoins de protection ou pour le suivi de leurs process.

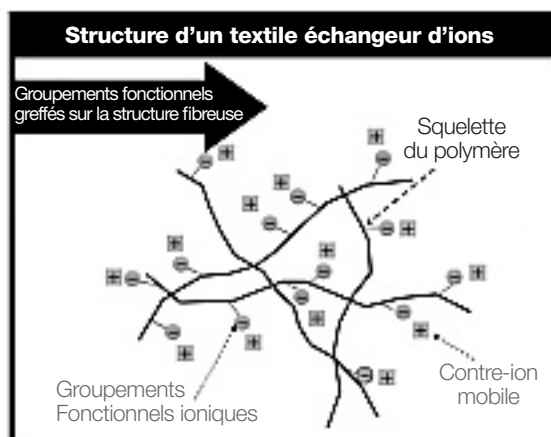
PARTENAIRES

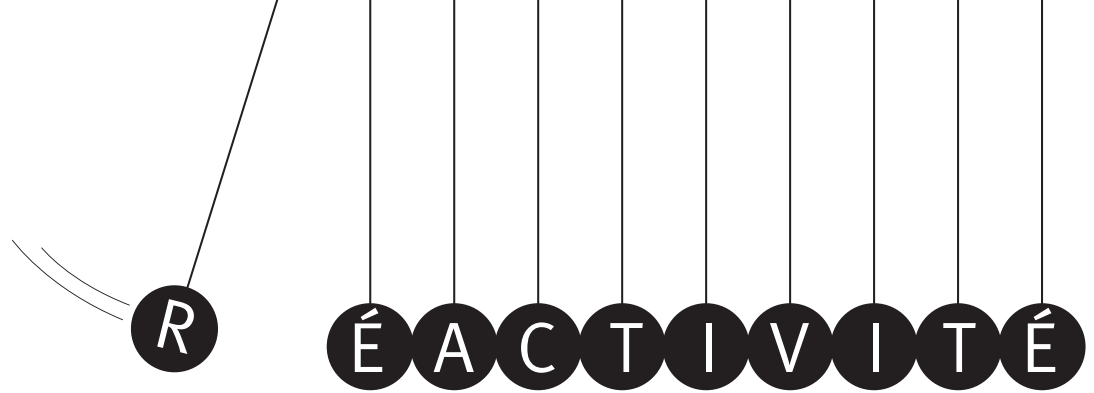


L'innovation est un axe stratégique du Groupe. Celle-ci ne concerne pas seulement les produits mais aussi les services ou la gestion.

Fort de son savoir-faire en matière de greffage de micro-capsules qui confèrent aux tissus des propriétés durables, Chargeurs Fashion a enregistré en 2007 un démarrage très satisfaisant des ventes de tissus thermo-régulants, Klimeo, et le chiffre d'affaires réalisé, conforme aux prévisions, témoigne de l'intérêt des clients confectionneurs et des grandes chaînes de distribution pour cette innovation. Il poursuit ses recherches selon deux axes : le paramédical et le cosméto-textile. Chargeurs Interlining a finalisé la mise au point de toute la gamme Saflex de tissus non-feu. Des entoilages spécifiques pour tissus difficiles sont développés grâce des techniques d'enduction innovantes. Par ailleurs, les recherches se poursuivent autour des textiles techniques fonctionnalisés destinés à répondre aux besoins du futur.

L'innovation est aussi un axe stratégique pour Chargeurs Films de Protection. Le fort potentiel humain et technique de ce métier lui permet d'améliorer les fonctionnalités des produits existants, et donc leur compétitivité, et de poursuivre la recherche de nouveaux produits.





Dans un monde volatil et à la visibilité réduite, la réactivité est vitale. Celle de Chargeurs s'exerce aussi bien vis-à-vis des grands paramètres de l'environnement économique et financier que des évolutions prévisibles des différents marchés et besoins des clients. L'architecture totalement mondialisée de Chargeurs Interlining ainsi que les implantations en Chine et au Maghreb de Chargeurs Fashion permettent à ces deux métiers de réagir dans les meilleurs délais à des commandes de plus en plus rapides, une exigence croissante du secteur de l'habillement. Chargeurs Wool a su exploiter en 2007 l'atout que représente son réseau mondial pour gagner des parts de marché. La réactivité est au cœur du métier de Chargeurs Films de Protection qui s'appuie notamment sur le développement de ses « service-centers » situés dans les grandes zones d'utilisation de la protection de surfaces.

GRANDS COMPTES

L'internationalisation de Chargeurs est une réponse adaptée au développement des grands comptes consécutif à la globalisation des marchés, qu'il s'agisse de grandes chaînes textiles ou de grands groupes industriels implantés à travers le monde. En 2007, les gigantesques concentrations dans la production d'acier, avec le poids de plus en plus important de la Chine, ont créé une pression accrue. Chargeurs Films de Protection a développé une stratégie spécifique qui lui permet de servir les grands comptes sur l'ensemble de leurs sites mondialisés. La variété de leurs produits, et donc de leurs besoins, fournit par ailleurs des pistes de recherche et de progrès.



« L'ADN » de Chargeurs se compose d'une expertise de gestion de différents types de métiers et l'année 2007 a confirmé l'avantage que constituait pour Chargeurs d'exercer son activité dans des secteurs variés. Pour Chargeurs Interlining, cette diversité opérationnelle se traduit notamment par la recherche menée autour des textiles techniques fonctionnalisés. Multimétiers, c'est également la caractéristique du portefeuille clients de Chargeurs Films de Protection, présents tant dans le bâtiment que l'électroménager, l'automobile ou l'électronique. Cette diversité implique de concevoir des produits adaptés à chacun de ces domaines spécifiques.

MondiaLisation

La mondialisation est une caractéristique majeure du secteur textile. Elle provoque une forte pression à la baisse sur les prix de vente, tous les clients, quelle que soit leur taille, ayant désormais accès aux produits du monde entier. Chargeurs Wool comme Chargeurs Interlining, avec leur réseau mondial, bénéficient d'entités de production et de distribution à proximité de leurs clients. Chargeurs Interlining, pour améliorer plus encore la compétitivité de son dispositif, a continué de réduire ses capacités de production en Europe et en Amérique du Nord et a renforcé sa présence en Asie. Il a finalisé en janvier 2008 l'acquisition d'Etacol,

société spécialisée dans l'entoilage pour chemises, au Bangladesh, un des pays leader en matière de fabrication de chemises. L'assise Euromed conférée par le partenariat de Chargeurs Fashion avec Holfipar au Maroc, conjuguée à son outil chinois, lui permet de répondre aux exigences de compétitivité et de rapidité du marché de l'habillement. La mondialisation offre à Chargeurs Films de Protection la possibilité de se développer, au travers de « service-centers », dans des pays comme la Chine, l'Inde, les pays du Golfe et l'Europe de l'Est, où la croissance est très forte et les besoins de protection de surfaces, en plein essor.

RENDEMENT

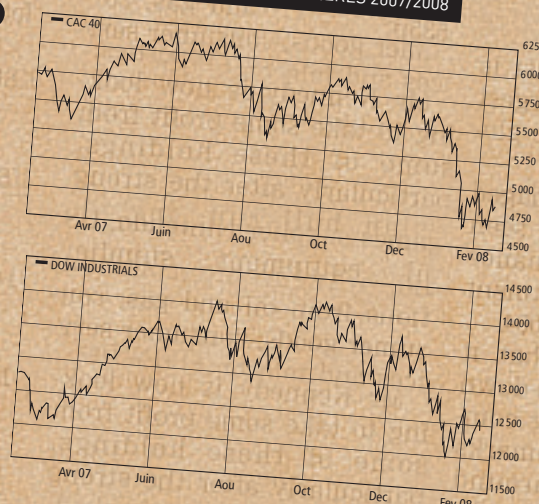
Dividende
0,65 €

En 2007, les actions menées dans les quatre métiers ont permis d'obtenir une bonne rentabilité des capitaux investis. De ce fait, Chargeurs peut offrir à ses actionnaires une distribution de dividendes qui assure un rendement régulier et prévisible dans un monde de ruptures brutales et plein d'imprévus.

Marchés financiers

Face aux marchés financiers fortement perturbés en 2007 par la crise des subprimes, la dévaluation des actifs et la fragilisation des établissements financiers, la notion de valeur de rendement dont Chargeurs est représentatif est un atout pour les investisseurs en recherche de sécurité et régularité des rendements. À travers les turbulences traversées, le Groupe a montré, chaque fois que cela s'est avéré nécessaire, sa capacité à procéder rapidement à tous les changements qui lui permettent de demeurer une valeur de rendement. En 2007, le renouvellement pour cinq ans du programme relatif aux achats de laine (Dolly 1) est le fruit de la rigueur de gestion démontrée aux partenaires financiers.

ÉVOLUTION DES PLACES BORSIÈRES 2007/2008





Chers actionnaires,

Chargeurs a **tenu ses engagements** en réalisant les résultats annoncés pour 2007. Le résultat d'exploitation progresse de 13 % et le résultat net de 17,5 % par rapport à 2006. Ces performances témoignent de la **validité de la stratégie** menée depuis plusieurs années, qui a permis au Groupe d'affronter une année caractérisée par un contexte mondial perturbé avec une très forte augmentation du prix du pétrole et de plusieurs autres matières premières ainsi qu'une perte de valeur persistante du dollar par rapport à l'euro. Cette stratégie consiste à **renforcer la structure mondialisée** de nos métiers en rééquilibrant nos implantations au **bénéfice du continent asiatique**, et principalement de la Chine, afin de bénéficier de sa forte croissance, de se rapprocher de nos clients et de disposer de coûts de revient concurrentiels.

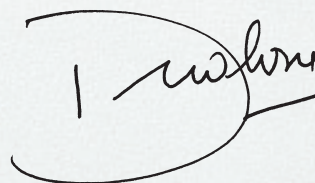
Elle s'appuie également sur de solides **partenariats**, comme l'alliance signée avec Holfipar, au Maroc, par Chargeurs Fashion, avec Yak, en Chine, par Chargeurs Interlining et avec Ituzaingo, en Argentine, par Chargeurs Wool, ou bien d'acquisitions, comme celle finalisée par Chargeurs Interlining en janvier 2008 au Bangladesh, un des premiers pays producteurs mondiaux de chemises. Ces actions visent à développer nos marchés et à compléter notre offre de produits et de services pour nos clients.

Notre stratégie s'attache également, grâce à un effort constant de **recherche**, à concevoir de nouveaux produits et services et à optimiser nos modes de production.

Elle se fonde enfin sur un modèle de management des capitaux investis très vigilant sur la **gestion des risques** et le **rendement**.

L'action Chargeurs a subi une baisse de son cours depuis le second semestre 2007 qui, à notre avis, ne reflète ni ses résultats opérationnels, ni son patrimoine sous-jacent. En attendant une meilleure reconnaissance des marchés financiers qui vous permette une bonne liquidité sur nos titres, nous proposerons à l'Assemblée Générale des Actionnaires le versement d'un dividende de 0,65 euro par titre.

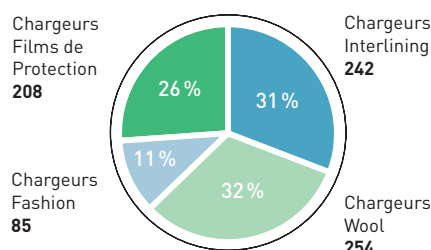
Eduardo Malone,
Président-Directeur Général



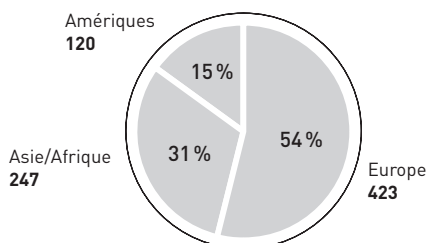
LES CHIFFRES CLÉS

En millions d'euros	2007	2006
Chiffre d'affaires	790	769
Résultat d'exploitation	28,7	25,4
Résultat net	15,4	13,1
MBA – Marge brute d'autofinancement =		
Résultat net + amortissements et provisions	22,7	17,9
Endettement (-)/Trésorerie (+)	(55)	(47)

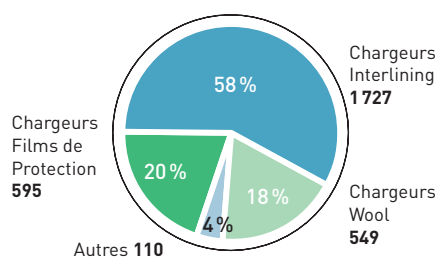
Répartition des ventes par métier
(en millions d'euros)



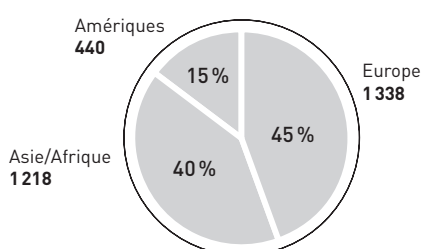
Répartition des ventes par zone géographique
(en millions d'euros)



Effectifs par métier
(au 31 décembre 2007)



Effectifs par zone géographique
(au 31 décembre 2007)



Les métiers

Chargeurs Films de Protection

Leader mondial, Chargeurs Films de Protection propose aux industriels des solutions pour la protection temporaire des surfaces fragiles durant toutes les étapes des process industriels.

Chargeurs Interlining

Leader mondial, Chargeurs Interlining développe une gamme complète d'entoilages adaptés à la nature des tissus pour l'habillement ainsi qu'une offre de textiles techniques.

Chargeurs Wool

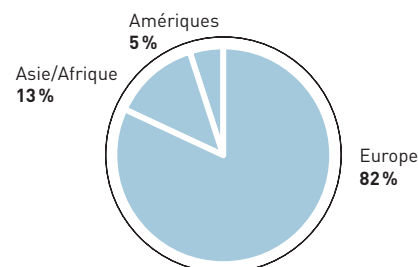
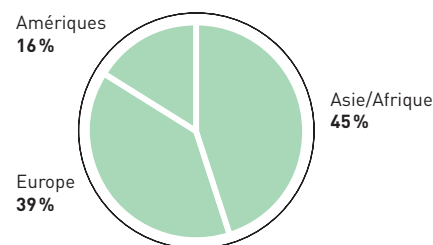
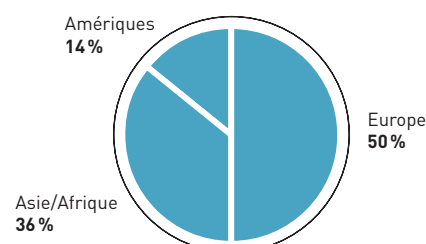
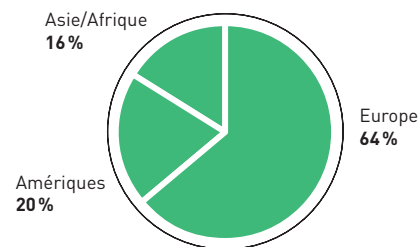
Leader mondial, spécialisé dans le *top making*, savoir-faire qui consiste à créer les mélanges de laine les mieux adaptés aux besoins de ses clients filateurs.

Chargeurs Fashion *

Propose à l'industrie et à la distribution de prêt-à-porter féminin et masculin une large gamme de produits créatifs et de qualité.

(*) Chargeurs Fashion a été mis en équivalence au 31 décembre 2007.

Répartition des ventes
par zone géographique



ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

Actions composant le capital social au 1 ^{er} janvier 2007	10 293 197
Augmentation de capital du fait de l'exercice d'options de souscription d'actions par les salariés	83 900
Actions composant le capital social à la fin de l'exercice	10 377 097

Au 31 mars 2008, le capital de la société est de 166 033 552 euros, divisé en 10 377 097 actions de 16 euros nominal.

ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES PAR ELLE-MÊME

[article L. 225-211 du Code de commerce]

Nombre d'actions au 31 décembre 2006	37 934
Inscrites au nom de la société au 31 décembre 2007 ⁽¹⁾	13 334
soit 0,1 % du capital	

(1) Valeur totale au cours d'achat : 230 851,35 euros, soit un cours d'achat moyen de 17,31 euros par action.

Au 31 décembre 2007, 29 326 actions de la société, soit 0,3 % du capital, ont été en outre acquises au titre du contrat de liquidité en fonctionnement depuis le 16 mai 2007, pour une valeur de 579 638,65 euros, soit un cours d'achat moyen de 19,77 euros par action.

NOMBRE D'ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES PAR DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES

Au 31 décembre 2007 : 0.

MARCHÉ DES TITRES

Le titre Chargeurs est coté sur le marché Euronext Paris (code ISIN : 13069, compartiment B).

DIVIDENDE MIS EN DISTRIBUTION

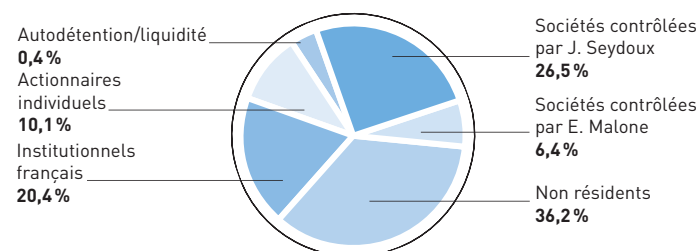
[article 47 de la loi du 12 juillet 1965]

(en euros)	2007	2006
Dividende	0,65	0,65

PERFORMANCES PAR ACTION

(en euros)	2007	2006
Situation nette consolidée ⁽¹⁾	23,20	23,50
Résultat net consolidé ⁽¹⁾	1,50	1,30
Résultat net (société mère)	0,40	0,40
Dividende net	0,65	0,65

(1) Calcul réalisé à partir du nombre moyen d'actions en circulation.

RÉPARTITION DU CAPITAL en nombre d'actions
(enquête TPI au 31 janvier 2008)

GROUPES D'ACTIONNAIRES DÉTENANT PLUS DE 5 % DU CAPITAL

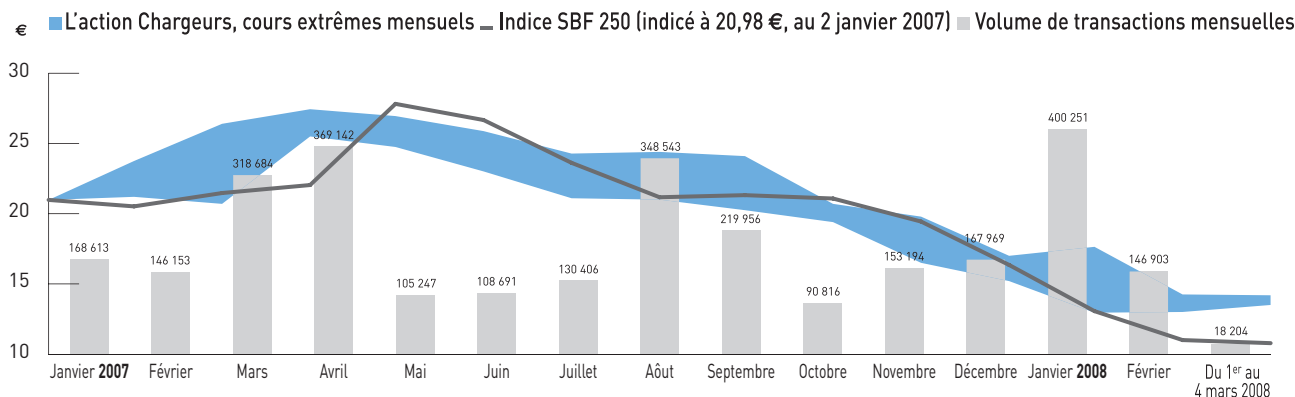
(au 31 décembre 2007)	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Pourcentage des droits de vote
Pathé ⁽¹⁾	2 734 035	26,35 %	26,06 %
Ojei ⁽¹⁾	11 000	0,11 %	0,21 %
Jérôme Seydoux	1 341	0,01 %	0,02 %
Sofi Emy ⁽²⁾	655 195	6,31 %	6,25 %
Eduardo Malone	7 163	0,07 %	0,07 %
The Baupost Group ⁽³⁾	1 245 371	12,00 %	11,87 %
Harris Ass./ Oakmark Funds ⁽³⁾	1 079 559	10,40 %	10,29 %
La Financière de l'Échiquier	641 000	6,18 %	6,11 %

(1) Sociétés contrôlées par Jérôme Seydoux.

(2) Société contrôlée par Eduardo Malone.

(3) Fonds d'investissement américains.

Le concert existant entre Jérôme Seydoux, Eduardo Malone et les sociétés qu'ils contrôlent, détient 32,85 % du capital de Chargeurs et 32,61 % des droits de vote.



RAPPORT ENVIRONNEMENT

INTRODUCTION

Dans le cadre de la politique de maîtrise des risques du Groupe, tous les dirigeants des filiales ont signé la Charte Sécurité de Chargeurs. Cette Charte demande un comportement pro-actif et la réalisation d'objectifs pluriannuels. Le suivi des progrès est effectué trimestriellement par le Comité Risques du Groupe.

Concernant les résultats environnementaux de 2007, le périmètre de collecte des données environnementales est étendu aux principaux sites de production exploités par le Groupe en 2007, soit 13 sites (Films de Protection : 3 sites, Entoilage : 4 sites, Laine : 4 sites, Tissus : 2 sites). Le calcul des indicateurs est basé sur les données brutes transmises par les sites. La plupart des données présentées ci-après sont rapportées à une unité fonctionnelle : 1 kilomètre carré de film ou tissu produit pour les métiers Films de Protection et Entoilage ; 1 tonne de laine produite pour le métier Laine ; 1 kilomètre de tissu produit (de largeur fixe) pour le métier Tissus.

Le reporting a été établi sur les mêmes critères qu'en 2006. Des comparaisons ont ainsi pu être établies par rapport aux chiffres des années précédentes, afin d'apprécier leur évolution.

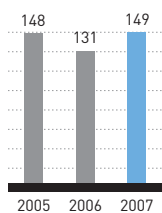
RÉSULTATS

Chargeurs Films de Protection

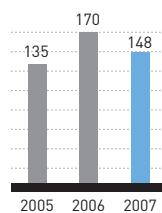
Consommation d'énergie et d'eau

À périmètre constant, la consommation énergétique de chacun des sites, que ce soit en gaz ou en électricité, est en baisse. L'augmentation constatée en 2007 est imputable à l'intégration d'un site américain dont le mix produits est très distinct des deux autres sites du périmètre historique.

Après l'augmentation observée en 2006, la consommation en eau baisse de plus de 10%.



Énergie (MWh/km²)

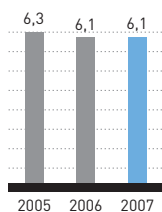


Eau (m³/km²)

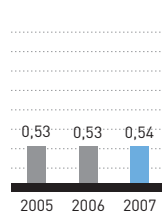
Production de déchets

La production de déchets non dangereux reste stable tout comme celle des déchets dangereux.

93% des déchets produits sont recyclés ou valorisés en production d'énergie.



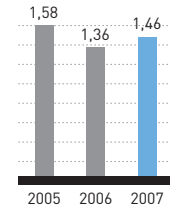
Déchets non dangereux (t/km²)



Déchets dangereux (t/km²)

Émissions de Composés Organiques Volatils (COV)

Le rejet de solvant à l'atmosphère par unité de production n'a pas crû à périmètre constant.



Émissions de COV (kg carbone/km)

Gestion de l'environnement et actions environnementales

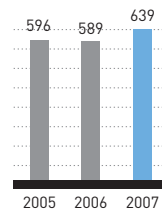
Dans le métier Films de Protection, les responsabilités liées à l'environnement, l'hygiène et la sécurité occupent trois personnes à temps plein en France et une personne à 100% en Italie.

Le site français poursuit la construction d'un système de management environnemental selon le référentiel ISO 14001, avec pour objectif d'être certifié en 2008.

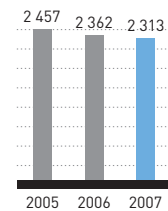
Chargeurs Interlining

Consommation d'énergie et d'eau

La consommation d'énergie par unité de production a crû de 8% entre 2006 et 2007 ; celle d'eau a diminué de 2%.



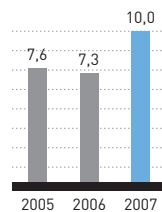
Énergie (MWh/km²)



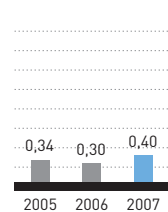
Eau (m³/km²)

Production de déchets

La production de déchets non dangereux a crû de plus de 30%, tout comme celle de déchets dangereux.



Déchets non dangereux (t/km²)



Déchets dangereux (t/km²)

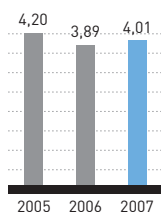
Gestion de l'environnement et actions environnementales

En 2007, le nombre de personnes dédiées à la gestion de l'environnement, de l'hygiène et de la sécurité est resté stable à 0,8 personne impliquée par site.

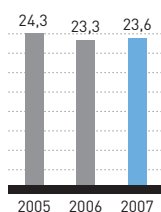
Chargeurs Wool

Consommation d'énergie et d'eau

Par rapport à l'année 2006, la consommation d'énergie par tonne produite est en légère hausse (+ 3,1%) ainsi que la consommation d'eau par tonne (+ 1,3%).



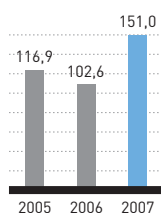
Énergie (MWh/t)



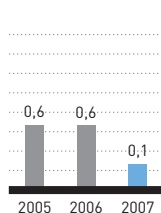
Eau (m³/t)

Production de déchets

La quantité de déchets non dangereux générée par unité de production a augmenté de 47 % (cette hausse s'explique par le changement de mix produits en 2007) tandis que la production de déchets dangereux a baissé fortement (- 83 %).



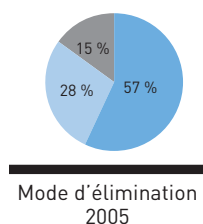
Déchets non dangereux (kg/t)



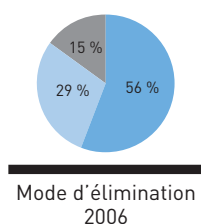
Déchets dangereux (kg/t)

Le mode d'élimination des déchets reste pratiquement constant en 2007 par rapport à 2006.

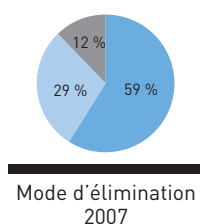
■ Valorisation recyclage ■ Décharge ■ Compostage



Mode d'élimination 2005



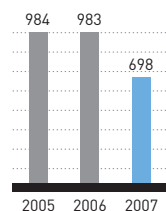
Mode d'élimination 2006



Mode d'élimination 2007

Émissions de Composés Organiques Volatils (COV)

Par rapport à l'année 2006, les Émissions de Composés Organiques Volatils (COV) sont en forte diminution (- 29 %).



Émissions de COV (kg produit/an)

Gestion de l'environnement et actions environnementales

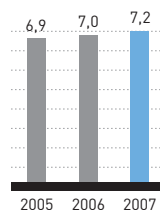
L'usine installée en Chine a maintenu sa certification selon la norme ISO 14001, qui régit le système de gestion de l'environnement. L'usine située en Uruguay est en train de mettre en place un système de gestion similaire répondant aux exigences de la norme ISO 14001 : la certification est prévue en 2009. D'autre part, chacun des cinq sites fabrique des produits agréés par l'écolabel Öko-Tex 100, qui garantit l'absence de nocivité

des textiles sur la santé humaine, par le biais d'une limitation de certaines substances chimiques dans le procédé de fabrication. Quatre sites sur cinq ont alloué un budget à l'amélioration de leur situation environnementale et ce budget est dédié majoritairement à l'amélioration du traitement des effluents liquides.

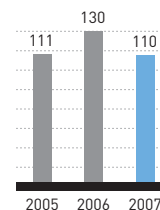
Chargeurs Fashion

Consommation d'énergie et d'eau

Entre 2006 et 2007, la consommation d'énergie a crû légèrement de 2,9 % alors que la consommation d'eau a diminué de 15 %.



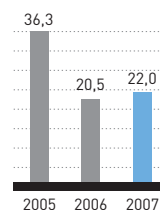
Énergie (MWh/km)



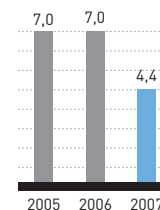
Eau (m³/km)

Production de déchets

En 2007, par rapport à 2006, la production de déchets dangereux a diminué de 37 % et la production de déchets non dangereux a augmenté de 7 %. Le taux de déchets recyclés ou incinérés avec récupération d'énergie est stable.



Déchets non dangereux (kg/km)

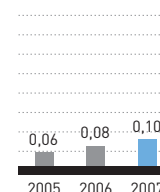


Déchets dangereux (kg/km)

Émissions de Composés Organiques Volatils (COV)

Les émissions de COV ont augmenté de 25 %.

La valeur reste malgré tout très faible et nettement en deçà des seuils réglementaires.



Émissions de COV (kg carbone/km)

Gestion de l'environnement et actions environnementales

Comme en 2006, le métier Fashion, avec le site d'Avelana, a disposé d'un site certifié ISO 14001 version 2004 et agréé également pour l'écolabel Öko-Tex 100.

En moyenne, l'équivalent de 0,6 personne à temps plein par site est affecté à la gestion de l'environnement, de l'hygiène et de la sécurité. Ce ratio est constant par rapport à 2006.

INFORMATIONS SOCIALES

Pour Chargeurs, le développement durable s'entend d'abord comme la mise en œuvre de moyens et d'actions visant à bien gérer le présent et, par là même, à garantir la pérennité du Groupe. En effet, Chargeurs évolue dans un contexte international erratique, un environnement concurrentiel mondial exacerbé, aggravé en 2007 par de fortes perturbations sur les marchés mondiaux des matières premières et de la finance. Le Groupe a poursuivi en 2007 sa stratégie de relocalisation de ses activités de production dans des zones à faibles coûts de main-d'œuvre, notamment asiatiques. Il a par ailleurs finalisé la signature de partenariats, en Argentine pour Chargeurs Wool et au Maroc pour Chargeurs Fashion.

EFFECTIFS

Au 31 décembre 2007, le Groupe employait **2 996 personnes**, soit une baisse de 14 % par rapport à fin 2006. Cette diminution traduit les sorties de périmètre consécutives aux partenariats conclus, soit la sortie des effectifs de Chargeurs Fashion, mis en équivalence à fin décembre 2007, ainsi que celle des effectifs de Chargeurs Wool (- 14 %) du fait de la sortie des effectifs du peignage argentin, et la baisse des effectifs européens et américains de Chargeurs Interlining (- 4 %) en partie compensée par la croissance en Chine avec l'intégration de Yak. Sur l'ensemble du Groupe, les zones Europe et Amériques ont respectivement perdu 19 % et 30 % de leurs effectifs. L'Asie-Pacifique a augmenté de 9 %, principalement par la croissance en Chine dont la part (705 personnes) représente désormais 23,5 % des effectifs du Groupe, contre 18 % à fin 2006. Au 31 décembre 2007, la France compte 27 % des effectifs totaux, contre 31 % en 2006.

Le Groupe emploie 31 % de **femmes** dans son effectif, comme en 2006. Le ratio respectif des métiers s'établit à 36 % dans l'Entoilage, 21 % dans la Laine et 17 % dans les Films de Protection.

Le **recours à l'intérim** s'établit à 5,2 % de l'effectif. Il traduit la flexibilité nécessaire pour faire face à la saisonnalité liée aux besoins de nos clients.

RÉMUNÉRATIONS

La politique de rémunération d'une partie significative de l'encadrement comporte une part variable assise sur les performances, en cohérence avec la politique de création de valeur du Groupe.

RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

La rémunération brute de base totale versée en 2007 à Eduardo Malone, Président-Directeur Général, par les sociétés du Groupe s'est élevée à 451 010 euros. La rémunération variable est assise sur le salaire de base fixé par le Conseil d'Administration et fonction des résultats du Groupe. Le montant brut versé en 2007 au titre des résultats 2006 s'est élevé à 80 000 euros.

La rémunération brute de base versée en 2007 à Jérôme Seydoux, Vice-Président-Directeur Général délégué, s'est élevée à 50 000 euros.

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'Administration au titre des jetons de présence 2007 s'élèvent à 40 000 euros. Eduardo Malone et Jérôme Seydoux ne perçoivent pas de jetons de présence au titre de leur mandat d'Administrateur de Chargeurs.

FORMATION

Le développement des compétences des équipes reste une priorité réaffirmée par la Direction Générale. Sa mise en œuvre est sous la responsabilité de chaque responsable d'entité, respectant ainsi la gestion décentralisée du Groupe. L'analyse des indicateurs sociaux montre qu'en 2007, les efforts de formation ont diminué par rapport à 2006 en nombre de personnes formées et en nombre d'heures de formation, pénalisés par une adaptation très ajustée des effectifs réduisant par là même une grande partie de leur disponibilité.

SÉCURITÉ

La politique de gestion des risques mise en œuvre dans le Groupe se traduit notamment par une vigilance à chaque stade opérationnel. Le taux de fréquence (TF) s'améliore légèrement à 18,47, contre 19,9 en 2006 et le taux de gravité (TG) a également baissé de 0,67 à 0,46 en 2007.

Pour nos métiers textiles, au niveau mondial, le TF de 19,15 se compare à 26,45 dans l'industrie textile France dont les contraintes réglementaires sont souvent plus contraignantes que dans d'autres pays. Le TG de 0,39 est à comparer à 1,39. Pour Chargeurs Films de Protection, le TF de 16,08 se compare à 20,48 dans l'industrie Chimie, caoutchouc, plasturgie, et son TG de 0,82 à 0,95.

DIALOGUE SOCIAL

Tout en respectant la structure décentralisée du Groupe, Chargeurs maintient sa volonté de promouvoir le dialogue social, en particulier avec les instances représentatives du personnel.

À titre d'exemple, en France, le taux d'élus syndiqués reste stable depuis de nombreuses années, malgré les réductions d'effectifs, pour s'établir autour de 4 %.

Par ailleurs, en sus des instances locales existant dans chaque pays et du Comité de Groupe France, l'Instance européenne de dialogue social a vocation à favoriser des échanges fructueux entre le Comité de Direction du Groupe et les représentants du personnel. Depuis le 31 décembre 2007, à la suite du partenariat conclu entre Chargeurs et Holfipar, les effectifs de Chargeurs Fashion sont sortis des effectifs du Groupe et donc des deux instances de représentation Groupe.

SYNTHÈSES DES INDICATEURS SOCIAUX

Effectifs	Définition	Unité de mesure	Périmètre	31/12/2006	31/12/2007
Effectif total	Effectif inscrit au 31 décembre	Nombre total CDI + CDD	Monde	3 487	2 996
Recours à l'intérim	Personnel intérimaire	% de l'effectif total CDI + CDD	Monde	4,7 %	5,2 %
Effectif par métier	Salariés du Groupe par métier	– Siège	Monde	19	15
		– Films de Protection	Monde	605	595
		– Interlining	Monde	1 799	1 727
		– Wool	Monde	638	549
		– Fashion	Monde	426	–
		– Autres	Monde	–	110
Effectif par zone géographique	Salariés du Groupe	– France		1 030	808
		– Europe (autre)		626	530
		– Asie/Pacifique		913	998
		– Amériques		630	440
		– Afrique		288	220
	Chargeurs Films de Protection	– Europe		73 %	78 %
		– Asie		4 %	5 %
		– Amériques		23 %	17 %
	Chargeurs Interlining	– Europe		52 %	49 %
		– Asie		33 %	39 %
		– Amériques		15 %	12 %
	Chargeurs Wool	– Europe		3 %	3 %
		– Asie-Pacifique		62 %	74 %
		– Amériques		35 %	23 %
	Chargeurs Fashion	– Europe		58 %	–
		– Asie		26 %	–
		– Afrique		16 %	–
Parité hommes/femmes	Salariés du Groupe	Nombre d'hommes	Monde	2 397	2 071
		Nombre de femmes	Monde	1 090	925
		Part des femmes	Monde	31 %	31 %
Formation	Définition	Unité de mesure	Périmètre	31/12/2006	31/12/2007
Nombre de personnes formées	Personnels ayant bénéficié d'au moins une formation	% de l'effectif total	Monde	34 %	30 %
Heures de formation	Temps passé en formation pour les personnels ayant bénéficié d'au moins une formation	Durée moyenne/personne	Monde	25 h	18 h
Sécurité	Définition	Unité de mesure	Périmètre	31/12/2006	31/12/2007
Accidents	Taux de fréquence : nombre d'accidents du travail par millions d'heures travaillées	Accidents du travail ayant occasionné au moins un jour d'absence	Monde	19,90	18,47
Absentéisme pour accidents du travail	Taux de gravité : nombre de jours d'absence par milliers d'heures travaillées	Jours d'absence liés à un accident du travail	Monde	0,67	0,46
Rémunération	Définition	Périmètre		31/12/2006	31/12/2007
Frais de personnel	Charges de personnel de l'année (en millions d'euros)	Effectif des sociétés consolidées par intégration globale	Monde	103,40	97,10

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE CONTRÔLE INTERNE

Le rapport 2007 s'est partiellement appuyé sur le cadre de référence établi par l'AMF fin 2006 en utilisant les questionnaires relatifs au contrôle interne comptable et financier annexé au cadre de référence.

ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil, composé du Président et de quatre administrateurs, se réunit quatre fois par an, deux fois pour examiner les comptes semestriels et annuels, une fois pour examiner la stratégie du Groupe dans le cadre du budget et du plan à moyen terme, une fois après l'Assemblée Générale annuelle pour mettre en œuvre les décisions de celle-ci. La marche des affaires, les décisions relevant du Conseil ainsi que les grands projets sont mis à l'ordre du jour de chaque Conseil. Les travaux du Conseil sont complétés par ceux du Comité Financier qui se réunit sur une base mensuelle.

La rémunération versée au Président-Directeur Général par les sociétés du Groupe est fixée par le Conseil d'Administration. La partie variable est assise sur le salaire de base et est fonction des résultats du Groupe ; au vu des résultats bénéficiaires de 2007, un montant sera versé au titre de la rémunération variable.

CONTRÔLE INTERNE

DÉFINITION

Le contrôle interne est un dispositif de la société, défini et mis en œuvre sous ma responsabilité, qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale ou le Conseil d'Administration ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

D'une façon générale, il contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources. En contribuant à prévenir et maîtriser les risques de ne pas atteindre les objectifs que s'est fixés la société, le dispositif de contrôle interne joue un rôle clé dans la conduite et le pilotage de ses différentes activités.

LES COMPOSANTES DU CONTRÔLE INTERNE

Une organisation adaptée à l'exercice d'un contrôle interne satisfaisant

Le Groupe est composé d'une organisation holding Chargeurs très réduite, de métiers disposant eux-mêmes d'une petite équipe holding métier et de nombreuses filiales opérationnelles. Un des principes essentiels de Chargeurs est de privilégier la décentralisation en matière opérationnelle tout en disposant de systèmes d'information permettant à la holding Chargeurs d'assurer une bonne qualité de l'information financière et une identification rapide des risques. Cette dernière préoccupation a pris une dimension prééminente au cours des dernières années avec le modèle de gestion Dolly.

Le modèle Dolly repose sur une information précise relative aux risques et une gestion très active de ces derniers. En effet, les structurations financières mises en œuvre supposent comme condition nécessaire à leur bon fonctionnement, l'analyse et l'élimination de nombreux risques. Parallèlement, ces opérations conçues avec des professionnels des risques, assureurs, établissements financiers, investisseurs, introduisent elles-mêmes les contrôles de risques usuels dans les opérations de titrisation.

En raison de la diversité de ses métiers, de ses implantations géographiques et des caractéristiques du modèle Dolly, Chargeurs a développé des mesures d'organisation destinées à maîtriser les risques susceptibles d'affecter ses résultats financiers, ses actifs et ses engagements, dont les principales sont les suivantes :

- une organisation du Groupe autour de filiales autonomes, chaque Président ou Directeur Général exerçant la totalité des responsabilités propres à ces fonctions ;
- des lignes de communication courtes ;
- un reporting permanent sur les sujets stratégiques ;
- une politique de couverture systématique des risques assurables reposant en général sur des contrats Groupe ;
- l'existence d'un Comité de Gestion des Risques Dommages, intégrant un Risk Manager par métier ;
- l'existence d'une fonction de Risk Manager central qui me fait un rapport directement.

Un système visant à recenser et à analyser les principaux risques identifiables

Le Comité de Direction mensuel sélectionne les sujets qui sont essentiels pour le Groupe et nomme un responsable pour chaque sujet, celui-ci étant la personne la plus proche de ce sujet indépendamment de son niveau hiérarchique. Un système d'information spécifique, dont je suis destinataire, permet à chaque responsable de sujet de m'informer régulièrement et directement sur l'avancement des dossiers. La qualité des comptes rendus d'avancement est un élément d'appréciation des performances de chaque responsable.

Les sujets sélectionnés concernent largement les événements susceptibles d'affecter les résultats financiers et les risques encourus par le Groupe.

Chargeurs fait appel à un cabinet extérieur, spécialisé dans les prévisions économiques, pour apprécier les risques macro-économiques relatifs à chacun des pays où le Groupe opère. Ce cabinet présente périodiquement ses conclusions au Comité de Direction et modélise certains risques spécifiques à la demande des métiers de Chargeurs.

Le Comité de Direction est donc l'organe central de la gestion des risques.

Un système d'information permettant à chacun d'exercer ses responsabilités

Le Groupe est constitué de 79 sociétés ; le système d'information de Chargeurs repose sur l'établissement d'un compte de résultat mensuel pour chaque société.

Chargeurs a imposé depuis de nombreuses années une culture de qualité de l'information financière.

Chargeurs a été l'un des premiers groupes, en France, à introduire un reporting financier mensuel en totale cohérence avec les comptes consolidés, c'est-à-dire utilisant le même référentiel comptable. Cette organisation a été améliorée au cours des années et depuis 2000 la consolidation et le reporting utilisent le même outil informatique ; la consolidation n'est plus qu'un approfondissement du reporting, ce qui assure un contrôle permanent du processus de production de l'information financière.

Les résultats mensuels de chaque filiale de Chargeurs font l'objet d'un commentaire, normalisé, qui m'est adressé, et qui est rédigé sous la responsabilité conjointe du Directeur Général et du responsable financier de la filiale.

Les résultats de chaque métier sont examinés chaque mois, avec le Directeur Général du métier, dans le cadre de réunions que je préside ; la prévision de résultat annuel doit être actualisée dès qu'un événement nouveau apparaît.

Des activités de contrôle proportionnées aux enjeux propres à chaque processus

Les risques comptables et financiers

Depuis l'exercice 2003, une étude des principaux processus de gestion a été conduite avec pour objectifs de mieux formaliser la cartographie des risques relatifs aux états financiers et les enjeux financiers associés ainsi que les contrôles mis en place pour neutraliser ces risques.

Dans cet esprit, chaque métier a identifié les trois ou quatre processus jugés comme étant les plus sensibles et, pour chacun d'entre eux, a examiné les opérations présentant les risques les plus forts. Les procédures de gestion et de contrôle desdites opérations sont dûment recensées.

Cette étude a permis de fixer les priorités des actions ; elle a été le point de départ d'une démarche visant à poursuivre le renforcement de la maîtrise des processus.

Les risques opérationnels

Un certain nombre de mesures ont été prises en 2007 dans le but de consolider la valeur des actifs détenus par Chargeurs.

Les opérations les plus marquantes à ce titre, en 2007, ont été les suivantes :

- Chargeurs Films de Protection : test de contrats dérivés pour couvrir les fluctuations de prix de la principale matière première ;
- Chargeurs Interlining : intégration de la commercialisation par le réseau de distribution mondial du métier des productions de la société Chinoise Yak ;
- Chargeurs Wool : cession de 50 % du peignage Argentin Peinaduria de Rio Chubut afin de mieux équilibrer la charge industrielle entre les deux partenaires ;
- Cession de 50 % de Chargeurs Fashion afin de consolider un partenariat historique entre un outil industriel très compétitif situé au Maroc et le portefeuille de marques, réseaux et innovations de Chargeurs Fashion.

Une surveillance permanente du contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information comptable et financière

La supervision permanente du contrôle interne

Les processus concourant à la production de l'information financière sont sous le contrôle des responsables financiers de chaque filiale ; les responsables financiers de chaque métier supervisent le contrôle de ces processus dans le cadre des missions qu'ils réalisent dans les filiales.

L'audit interne

Chargeurs ne dispose pas de service Audit Interne et fait en général appel à des cabinets spécialisés par zone géographique.

Au cours du second semestre 2007, Chargeurs a lancé une démarche d'autoévaluation du contrôle interne.

Cette démarche a consisté à envoyer à toutes les filiales, à l'exception des holdings, un extrait du cadre de référence AMF relatif au respect des procédures de contrôle interne en filiales.

Étaient visées les procédures :

- élaboration de l'information financière/arrêté de comptes ;
- investissements et désinvestissements ;
- immobilisations corporelles et incorporelles ;
- immobilisations financières ;
- achats/fournisseurs ;
- coûts de revient/stocks et encours ;
- produits des activités externes/clients et assimilés ;
- trésorerie.

Ce diagnostic a été dûment renseigné par les Directeurs et *controllers* de chaque filiale, signé par le Directeur de chaque filiale et retourné au siège.

Ces questionnaires ont été par la suite retranscrits dans une fiche de diagnostic par métier.

Ces fiches synthétiques nous permettent de déterminer les faiblesses de contrôle interne par métier, par procédure et par société, et de diligenter les actions correctives.

Missions spécifiques 2007

Les actions spécifiques menées par métier au cours de l'exercice 2007 ont été les suivantes :

- Métier Films de Protection : plusieurs opérations spécifiques ont été menées en 2007. Ces missions ont couvert, en fonction des entités, les points suivants : gestion du risque clients, gestion des encours intragroupe, gestion de stocks et notes de frais.
- Métier Entoilage : une opération d'audit externe a été conduite par un cabinet tiers concernant le processus stocks d'une des filiales.
- Métier Laine : le processus choisi en 2007 par le métier était le traitement des mécanismes de change, depuis la gestion des couvertures jusqu'à l'enregistrement comptable. La première phase a été focalisée sur une entité pilote qui a fait l'objet d'une étude approfondie et de plusieurs visites de contrôle.
- Métier Tissus : compte tenu des négociations en cours sur la cession partielle d'une partie des actifs de ce métier, l'accent a été mis sur une entité chinoise non partie à la transaction.

À ce titre, un cabinet tiers a réalisé une mission de contrôle du processus achats de ladite société.

L'audit externe

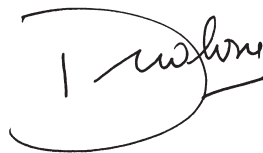
En complément du dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe, l'audit des comptes de Chargeurs est réalisé par un collège d'auditeurs. Toutes les observations des auditeurs relatives à une filiale sont présentées au Directeur Général de cette filiale. Les auditeurs établissent une synthèse de ces remarques qui m'est présentée dans une réunion semestrielle.

La Direction Financière du Groupe s'assure que les recommandations des auditeurs soient rapidement suivies d'effet lorsqu'elles impliquent des changements de procédures ou d'organisation.

Les lettres dites « d'affirmation » dans lesquelles les directeurs généraux des filiales prennent des engagements vis-à-vis des auditeurs sont centralisées par Chargeurs pour officialiser les responsabilités de chaque Directeur de filiale dans la formation des comptes du Groupe.

CONCLUSION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À FIN 2007

L'organisation du contrôle interne à fin 2007 relatif aux processus et à l'information comptable et financière me semble adaptée aux caractéristiques du Groupe. Ces caractéristiques rendant la conduite de tests approfondis sur le bon fonctionnement des processus très coûteuse, ceux-ci restent limités et devront faire l'objet d'un investissement supplémentaire à ce titre au cours des prochaines années.



Eduardo Malone,
Président-Directeur Général
Mars 2008

RAPPORT DU DIRECTEUR FINANCIER

Les comptes 2007

LES RÉSULTATS

Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à 790 millions d'euros, en progression de 2,7 % par rapport à 2006 et de 4,3 % hors effet devises. La croissance du chiffre d'affaires provient du métier Chargeurs Wool avec une croissance de 13,4 %, essentiellement imputable à la hausse des prix de la laine, et de Chargeurs Interlining qui connaît une croissance de 2,5 % alors que le métier Fashion a vu son activité décroître de 5,2 % et que le métier Films de Protection subissait au 4^e trimestre un recul des ventes consécutif au ralentissement du secteur du bâtiment.

La proportion de chiffre d'affaires réalisé hors de France est restée stable autour de 90 %. Le classement des principaux marchés a réaffirmé les tendances déjà observées précédemment, la Chine confirme sa place de premier marché et continue à augmenter sa part du chiffre d'affaires en atteignant 19 %, l'Italie occupe toujours la deuxième place avec près de 16 %, l'Allemagne demeure en troisième position avec 10,6 % et la France devance cette année les États-Unis avec 9,6 %, contre 8,5 % pour ces derniers, cette inversion des rôles étant principalement due à la revalorisation de l'euro par rapport au dollar américain.

Le résultat d'exploitation

L'exercice 2007 a confirmé le redressement opéré en 2006 avec un résultat d'exploitation en progression de 13 % à 28,7 millions d'euros, contre 25,4 millions d'euros en 2006.

L'amélioration de 3,3 millions d'euros s'analyse par métier, comme indiqué ci-dessous.

Le résultat d'exploitation de Chargeurs Films de Protection, 16,4 millions d'euros, est à comparer à 17,7 millions d'euros en 2006. Cette baisse est principalement imputable à la hausse des prix du polyéthylène.

Les perturbations induites par le prix du nickel dans le marché de l'inox et la réduction de l'activité liée au bâtiment ont impacté négativement les volumes de ce métier.

Le résultat d'exploitation de Chargeurs Interlining, 10,5 millions d'euros, est à comparer à 8,8 millions d'euros en 2006. L'écart de 1,7 million d'euros provient de l'effet positif des restructurations effectuées en 2006 qui compense les effets adverses des prix des devises et des matières premières.

Les marchés du métier Entoilage ont connu une activité soutenue en Europe au cours de l'exercice.

Le résultat d'exploitation de Chargeurs Wool, 5,4 millions d'euros, est à comparer à 1,9 million d'euros en 2006.

L'exercice a été marqué par des niveaux de prix de laine élevés avec un market indicator Australien ayant cru de plus de 30 % sur deux ans.

L'amélioration de 3,5 millions d'euros du résultat d'exploitation provient de l'amélioration des marges obtenue grâce à la compétitivité des outils de production du métier.

Le résultat d'exploitation de Chargeurs Fashion, 1,5 million d'euros, est à comparer à un résultat d'exploitation de 0,8 million d'euros en 2006. La progression de 0,7 million résulte de l'amélioration du mix produits qui a plus que compensé la baisse des volumes.

Le résultat financier

Le résultat financier, de - 11 millions d'euros, contre - 7 millions d'euros en 2006, comprend le coût de la dette nette et le coût des programmes de cession de créances. L'écart de coût provient de trois facteurs principaux, la hausse des taux d'intérêt, l'interruption fin 2006 d'un placement réalisé dans le cadre des opérations dites « Dolly 4 » qui portait intérêt à un taux supérieur à celui du marché et un effet de change négatif en 2007 par rapport à 2006.

L'impôt

L'impôt net de - 4,1 millions d'euros correspond à une charge d'impôt courant de 5,6 millions d'euros payés dans différents pays et à un produit d'impôt différé de 1,5 million d'euros.

Le résultat net

Il s'établit à 15,4 millions d'euros à comparer à 13,1 millions d'euros en 2006 soit une progression de 17,5 %.

LE BILAN ET LA GESTION FINANCIÈRE

La situation financière de Chargeurs avait évolué d'une manière significative, à fin 2006, à la suite du dénouement anticipé de la plus grosse partie des structures Dolly 4, location simple de matériels et équipements, des trois métiers textiles.

Le fait marquant de l'année 2007 est l'accord de cession de 50 % du métier Fashion à la société marocaine Holfipar qui se traduit dans le bilan au 31 décembre 2007 par la mise en équivalence de la société Chargeurs Fashion et de ses filiales consécutivement à la mise en place du pacte d'actionnaires entre les coactionnaires le 31 décembre 2007.

La dette bancaire nette du Groupe à fin 2007 s'établit à 55 millions d'euros à comparer à une dette bancaire nette de 47 millions d'euros à fin 2006. L'évolution de cette dette reflète la croissance du besoin en fonds de roulement.

La dette bancaire nette de 55 millions d'euros est à moyen terme pour 57 millions d'euros.

Le Groupe procède depuis plusieurs années à des cessions de créances sans recours. Les montants concernés de ces créances juridiquement cédées étaient, jusqu'à fin 2004, indiqués dans l'annexe aux comptes, paragraphe 10 dans l'annexe aux comptes 2004.

L'IAS 39, contrairement aux normes françaises utilisées en 2004, considère d'autres éléments que le transfert de propriété pour décider de l'incorporation d'actifs financiers dans un bilan (voir paragraphe 3 de l'annexe aux comptes).

À fin 2005, compte tenu des réflexions en cours dans les milieux professionnels et de l'absence d'une doctrine officielle définitive, il avait été jugé prudent de réintégrer ces créances dans le bilan, sur une ligne spécifique pour rappeler que ce montant n'est pas une propriété de Chargeurs, et de constater une dette

théorique vis-à-vis des organismes d'affacturage pour le montant de la trésorerie reçue.

Les études conduites par les autorités professionnelles en 2006 et 2007 ont précisé les conditions permettant de maintenir les créances cédées hors bilan. La présentation adoptée en 2005 a été maintenue à fin 2007. Elle pourra évoluer dans le futur suite à des modifications de contrats ou de processus de cession.

Pour 2008, l'évolution des réflexions permet de penser que, sous réserve de quelques modifications des contrats, une partie des créances cédées pourra demeurer hors du bilan Chargeurs. Ces modifications qui avaient initialement été prévues en 2007 ont donc été repoussées à 2008.

LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ CHARGEURS

Le résultat d'exploitation n'enregistre que des frais ; il dégage une perte de 4,7 millions d'euros.

Le résultat financier s'établit à 1,7 million d'euros.

Le résultat exceptionnel de 3,8 millions d'euros correspond essentiellement à une reprise de provision pour reversement d'impôt.

Le résultat avant impôt est de 0,8 million d'euros.

Le profit d'impôt de 3,2 millions d'euros provient de l'impôt payé par les filiales à Chargeurs qui les impute sur les déficits du Groupe.

Le résultat net s'établit à 4 millions d'euros.



Christophe Pothier,
Directeur Financier
Mars 2008

ÉTATS FINANCIERS

Sommaire

Bilan consolidé	23
Compte de résultat consolidé	24
Tableau consolidé des flux de trésorerie	25
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	26
Annexe aux états financiers	27
Rapports des Commissaires aux comptes	56
Organes de direction	58

BILAN CONSOLIDÉ

au 31 décembre (en millions d'euros)

Actif	2007	2006
Actif non courant		
Immobilisations corporelles (note 5)	89,4	114,8
Immobilisations incorporelles (note 6)	63,7	71,1
Participations dans des entreprises associées (note 9)	25,1	17,5
Impôts différés (note 11)	29,2	29,2
Actifs financiers		
Titres de participation (note 8)	3,1	3,1
Prêts, créances, dépôts et cautionnements (note 10)	9,3	10,2
Instruments financiers dérivés (note 15)	-	-
Autres actifs non courants (note 12)	6,6	10,6
	226,4	256,5
Actif courant		
Stocks et encours (note 13)	155,2	167,3
Clients et autres débiteurs (note 14)	82,5	78,9
Créances clients cédées à des sociétés de factoring*	82,5	87,2
Instruments financiers dérivés (note 15)	1,8	2,0
Autres créances (note 16)	74,9	69,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 17)	110,3	125,2
	507,2	530,3
Total de l'actif	733,6	786,8
Passif		
Capitaux propres (note 18)		
Capital et réserves revenant aux actionnaires de la société		
Capital social (note 18)	166,0	164,7
Primes d'émission	32,2	32,0
Réserves (hors résultat de la période) (note 18)	38,5	35,1
Résultat de la période	15,4	13,1
Actions propres	(0,8)	(1,0)
Réserve de conversion	(13,9)	(1,8)
	237,4	242,1
Intérêts minoritaires	5,4	7,0
Total des capitaux propres	242,8	249,1
Passif non courant		
Emprunts à long et moyen termes (note 21)	56,7	86,0
Impôts différés (note 11)	1,4	2,1
Engagements de retraite (note 19)	11,5	13,0
Provisions pour autres passifs (note 20)	3,9	6,2
Autres passifs non courants	0,8	0,8
	74,3	108,1
Passif courant		
Fournisseurs (note 22)	157,0	185,7
Autres créanciers (note 22)	61,5	65,1
Sociétés de factoring*	82,5	87,2
Dettes courantes d'impôt sur les bénéfices	2,6	5,6
Instruments financiers dérivés (note 15)	4,7	0,2
Part courante des emprunts (note 21)	26,9	15,3
Crédits court terme et découverts bancaires (note 21)	81,3	70,5
	416,5	429,6
Total du passif	733,6	786,8

Les notes 1 à 37 font partie intégrante des états financiers consolidés au 31 décembre 2007.

* Hors propriété Chargeurs, créances juridiquement cédées.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

au 31 décembre [en millions d'euros]

	2007	2006
Chiffre d'affaires	789,6	768,9
Coût des ventes	..(624,2)	..(601,6)
Marge brute	165,4	167,3
Charges commerciales	..(79,6)	..(80,9)
Charges administratives	..(47,7)	..(50,8)
Frais de recherche et de développement (note 24)	..(9,4)	..(10,5)
Autres produits et charges opérationnels* (note 25)	..0,0	..0,3
Résultat d'exploitation	28,7	25,4
Charges financières	..(14,5)	..(12,2)
Produits financiers	..3,5	..5,5
Résultat financier (note 27)	(11,0)	(6,7)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	..1,5	..(0,2)
Résultat avant impôt sur le résultat	19,2	18,5
Impôts sur les résultats (note 28)	..(4,1)	..(5,2)
Résultat net	15,1	13,3
Revenant :		
Aux actionnaires de la société mère	15,4	13,1
Aux intérêts minoritaires	..(0,3)	..0,2
Résultat net par action revenant aux actionnaires de la société mère (en euros par action)		
Résultat de base	1,5	1,3
Résultat dilué	1,5	1,3
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	10 253 666	10 075 102

Les notes 1 à 37 font partie intégrante des états financiers consolidés au 31 décembre 2007.

* Le poste « Autres produits et charges opérationnels » a fait l'objet de reclassement au sein du résultat d'exploitation (voir notes 24 et 25).

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)

	2007	2006
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Résultat net des sociétés intégrées avant impôt	17,8	18,7
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité (note 31)	11,2	4,0
Impôts sur le résultat payés	(6,3)	(4,8)
Marge brute d'autofinancement	22,7	17,9
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0,3	0,3
Variation des besoins en fonds de roulement liée à l'activité	(29,7)	17,8
Trésorerie nette provenant des opérations	(6,7)	36,0
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	–	2,3
Cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée*	(3,0)	–
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(13,3)	(37,3)
Produits de cession d'immobilisations corporelles	8,5	9,9
Acquisitions d'autres immobilisations	(1,7)	(11,4)
Cession d'autres immobilisations	2,0	0,4
Autres mouvements	1,8	37,3
Trésorerie nette absorbée par les activités d'investissement	(5,7)	1,2
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Opérations sur capital	1,6	3,1
(Rachat d'actions propres)/vente d'actions propres	0,3	–
Augmentation des emprunts	22,0	30,4
Diminution des emprunts	(16,9)	(32,0)
Dividendes versés aux actionnaires de la société	(7,3)	–
Trésorerie nette absorbée par les activités de financement	(0,3)	1,5
(Diminution)/augmentation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des découverts bancaires	(12,7)	38,7
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture	125,2	87,4
Profits/(pertes) de change sur la trésorerie et les découverts bancaires	(2,0)	(0,9)
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture	110,5	125,2

Les notes 1 à 37 font partie intégrante des états financiers consolidés au 31 décembre 2007.

* Impact net de la trésorerie sortante suite à la cession de 50 % de Chargeurs Fashion – 3,0 millions d'euros.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

[en millions d'euros]

	Capital social	Primes d'émission	Réserves	Réserve de conversion	Actions propres	Total Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Solde au 1^{er} janvier 2006	162,1	31,5	35,4	11,7	(1,1)	239,6	5,4	245,0
Mouvement de la réserve de conversion				(13,5)		(13,5)	(0,7)	(14,2)
Dividendes						0,0		0,0
Variation de la réserve de couverture des flux de trésorerie			(0,2)			(0,2)		(0,2)
Variation des instruments financiers						0,0		0,0
Mouvement sur actions propres					0,1	0,1		0,1
Augmentation de capital	2,6	0,5				3,1		3,1
Annulation de titres						0,0		0,0
Résultat			13,1			13,1	0,2	13,3
Variation de périmètre						0,0	2,1	2,1
Autres			(0,1)			(0,1)		(0,1)
Solde au 31 décembre 2006	164,7	32,0	48,2	(1,8)	(1,0)	242,1	7,0	249,1
Mouvement de la réserve de conversion				(12,1)		(12,1)	(0,3)	(12,4)
Dividendes			(6,7)			(6,7)	(0,6)	(7,3)
Variation de la réserve de couverture des flux de trésorerie			(3,2)			(3,2)		(3,2)
Variation des instruments financiers						0,0		0,0
Mouvement sur actions propres					0,2	0,2		0,2
Augmentation de capital	1,3	0,2				1,5		1,5
Annulation de titres						0,0		0,0
Résultat			15,4			15,4	(0,3)	15,1
Entrée de périmètre						0,0	(0,3)	(0,3)
Autres			0,2			0,2	(0,1)	0,1
Solde au 31 décembre 2007	166,0	32,2	53,9	(13,9)	(0,8)	237,4	5,4	242,8

Les notes 1 à 37 font partie intégrante des états financiers consolidés au 31 décembre 2007.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Informations générales	28
2. Résumé des principales méthodes comptables	28
3. Estimations et jugements comptables déterminants	34
4. Acquisitions – Cessions	34

NOTES – sur le bilan

5. Immobilisations corporelles	36
6. Immobilisations incorporelles	36
7. Location-financement	38
8. Titres de participations non consolidés	39
9. Participations dans les entreprises associées	39
10. Prêts, créances, dépôts et cautionnements	40
11. Impôts différés	40
12. Autres actifs non courants	40
13. Stocks et encours	41
14. Clients	41
15. Instruments financiers dérivés	41
16. Autres créances	42
17. Trésorerie et équivalents de trésorerie	42
18. Capital social et réserves	42
19. Engagements de retraite et avantages assimilés	43
20. Provisions pour autres passifs	44
21. Emprunts et dettes financières	44
22. Fournisseurs, comptes rattachés et autres créanciers	45
23. Gestion du risque financier	45

NOTES – sur le compte de résultat

24. Frais de recherche et développement	48
25. Autres charges et produits opérationnels	48
26. Effectifs et charges de personnel	48
27. Charges et produits financiers	48
28. Impôts sur les résultats	48
29. Options sur actions consenties aux salariés	49
30. Résultat par action	49

NOTES – sur tableau de financement

31. Flux de trésorerie provenant des opérations	49
---	----

NOTES – informations complémentaires

32. Engagements hors bilan et risques éventuels	50
33. Informations par secteur d'activité	51
34. Informations par zone géographique	53
35. Liste des principales sociétés consolidées	54
36. Opérations avec parties liées	55
37. Événements postclôture	55

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Chargeurs et ses filiales (Groupe Chargeurs) ont exercé des activités en 2007 dans quatre métiers : la conception et la commercialisation des solutions techniques permettant de protéger les surfaces d'acier, d'aluminium, de plastique ou autres au cours des processus de transformation (Chargeurs Films de Protection) ; la production et la commercialisation d'entoilage et de textiles techniques (Chargeurs Interlining) ; le traitement de la laine (Chargeurs Wool) ; la conception, la commercialisation et l'organisation de la fabrication de tissus généralement à base de laine (Chargeurs Fashion).

La mise en place du pacte d'actionnaires, signé en juillet 2007, concernant Chargeurs Fashion, intervenue en fin d'exercice 2007 a entraîné un changement de contrôle de cette activité qui, à partir du 31 décembre 2007, sera traitée non plus par intégration globale mais par mise en équivalence.

Chargeurs est une société anonyme dont le siège social est situé en France, 29-31, rue Washington – 75008 Paris.

Chargeurs est cotée sur Euronext.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2007 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 mars 2008 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 6 mai 2008. Ils sont exprimés en millions d'euros.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer un dividende de 0,65 euro par action à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 6 mai 2008.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

2.1 Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés de Chargeurs en 2007 ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des terrains et constructions, réévalués au 1^{er} janvier 2004, des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat (instruments dérivés compris), des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti ainsi que des actifs et des passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur. La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables de la société. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en terme de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives en regard des états financiers consolidés sont exposés à la note 3.

(a) Nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations suivantes d'application obligatoire pour l'exercice clos le 31 décembre 2007

Textes concernant le Groupe :

- IFRS 7 – Informations à fournir sur les instruments financiers ;
- IAS 1 – Amendements relatifs aux informations sur le capital (résultant de la norme IFRS 7) ;
- IFRIC 10 – Information financière intermédiaire et dépréciation ;
- IFRIC 9 – Réexamen des dérivés incorporés.

Textes ne concernant pas le Groupe (la Direction estime que ces interprétations ne devraient pas s'appliquer aux activités du Groupe) :

- IFRIC 7 – Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 ;
- IFRIC 8 – Champ d'application d'IFRS 2.

(b) Nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations publiés non obligatoires en 2007 et non adoptés par anticipation par le Groupe

Textes adoptés par l'Union européenne et concernant le Groupe :

- IFRS 8 – Segments opérationnels.

Textes non encore adoptés par l'Union européenne :

Textes concernant le Groupe :

- IAS 23 – Amendements de la norme IAS 23 : coûts d'emprunts ;
- IAS 1 révisée – Présentation des états financiers ;
- IFRIC 11 – Actions propres et transactions intragroupe ;
- IFRIC 14 – Actifs de régimes à prestations définies et obligations de financement minimum.

Textes ne concernant pas le Groupe (la Direction estime que ces interprétations ne devraient pas s'appliquer aux activités du Groupe) :

- IFRIC 12 – Concessions de services ;
- IFRIC 13 – Programmes de fidélisation de clients.

2.2 Méthodes de consolidation

(a) Filiales

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités *ad hoc*) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les participations répondant aux critères ci-dessus mais qui ne sont pas significatives sont évaluées à leur prix de revient diminué d'une éventuelle dépréciation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de filiales par le Groupe. Le coût d'une acquisition correspond à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux

propres émis et des passifs encourus ou assumés à la date de l'échange, majorée des coûts directement imputables à l'acquisition. Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, et ceci quel que soit le montant des intérêts minoritaires. L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets identifiables acquis est comptabilisé en tant que goodwill.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat. Les transactions intragroupe, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes latentes sont également éliminées pour les actifs cédés et elles sont considérées comme un indicateur de perte de valeur.

Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe.

(b) Transactions avec les intérêts minoritaires

Le Groupe a pour politique de traiter les transactions avec les intérêts minoritaires de la même manière que les transactions avec des tiers externes au Groupe. Les cessions au profit des intérêts minoritaires donnent lieu à dégagement de pertes et profits que le Groupe comptabilise au compte de résultat. Les acquisitions de titres auprès d'intérêts minoritaires génèrent un goodwill, qui représente la différence entre le prix payé et la quote-part acquise correspondante de la valeur comptable des actifs nets.

(c) Entreprises associées

Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20 % et 50 % des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition (voir la note 2.6).

La quote-part du Groupe dans le résultat net des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé et sa quote-part dans les variations de capitaux propres, sans impact sur le résultat, postérieurement à l'acquisition est comptabilisée directement en capitaux propres. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé des variations postérieures à l'acquisition. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Les profits latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont

également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin d'être alignées sur celles adoptées par le Groupe.

2.3 Information sectorielle

Un secteur d'activité est un groupe de capitaux investis et d'opérations fournissant des produits et des services présentant des caractéristiques communes en termes de stratégie, de marché, de performances, de risques. L'information sectorielle de premier niveau se décline selon les quatre métiers autonomes de Chargeurs. Un secteur géographique correspond à une zone caractérisée par un environnement économique spécifique et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lequel le Groupe opère. L'information sectorielle de deuxième niveau se décline selon trois zones : l'Europe, au sein de laquelle la France occupe une place historique, les Amériques et l'Asie, à laquelle on rattache l'Océanie et l'Afrique.

2.4 Conversion des opérations en devises

(a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les états financiers de chaque société du Groupe sont produits en utilisant la monnaie utilisée par l'environnement économique dans lequel elle opère (devise fonctionnelle).

Les états financiers consolidés sont présentés en euro, qui est la devise fonctionnelle de la société Chargeurs.

(b) Transactions et soldes au bilan

Les transactions en devises étrangères de chaque société sont converties dans sa devise fonctionnelle en utilisant le taux de conversion en vigueur au jour de la transaction.

Les gains et les pertes de change intervenant lors des règlements financiers de ces transactions sont comptabilisés dans le compte de résultat. Dans le cas où une transaction est couverte par une couverture de flux futurs, le résultat de cette dernière est transféré en résultat en même temps que l'élément couvert.

Les pertes et profits de change qui résultent de la conversion des créances et des dettes en devises sont inclus dans le compte de résultat de l'exercice.

(c) Sociétés du Groupe

Les états financiers des sociétés du Groupe qui ont une monnaie fonctionnelle différente de l'euro sont convertis en euro comme suit : les bilans des sociétés étrangères sont convertis aux cours de clôture et les éléments du compte de résultat aux cours moyens de la période, la différence de conversion qui en résulte est comptabilisée dans un compte intitulé « Réserve de conversion » inclus dans les capitaux propres pour la part revenant à l'entreprise consolidante et au poste « Intérêts minoritaires » pour la part revenant aux tiers. Les différences de change provenant de la conversion en euro des capitaux propres des filiales ayant une monnaie fonctionnelle autre que l'euro sont affectées en capitaux propres. Les résultats enre-

gistrés sur des instruments de couverture de ces capitaux propres sont affectés en « Réserve de conversion ». Lorsqu'une filiale est vendue, ces différences de change sont prises en compte dans le résultat et font partie du résultat de cession.

2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe, nettes des amortissements et des éventuelles dépréciations, à l'exception des terrains inscrits à leur coût d'acquisition net des seules dépréciations. Le coût d'entrée comprend les coûts d'acquisition, les intérêts intercalaires et les écarts d'évaluation. Les intérêts intercalaires, concernant tant les emprunts spécifiques que d'autres moyens de financement spécifiques, supportés pendant la période précédant la mise en service d'immobilisations, sont portés à l'actif en augmentation du coût d'acquisition des biens concernés.

Dans le cadre de l'adoption des IFRS, la valeur des terrains et bâtiments a été estimée au 1^{er} janvier 2004 par des experts immobiliers. Les valeurs historiques d'acquisition ont été remplacées par les justes valeurs au 1^{er} janvier 2004 qui sont devenues les valeurs historiques, par convention, à cette date.

Les frais de démontage d'anciennes immobilisations, de démantèlement de celles-ci ou de restauration du site sur lesquelles les nouvelles immobilisations sont installées, font partie du coût d'acquisition.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilisation différentes de celles de l'immobilisation principale, ces composants sont comptabilisés comme des immobilisations indépendantes.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée des diverses catégories d'immobilisations, compte tenu de valeurs résiduelles éventuelles. Les principales durées d'utilité retenues, afin de rendre homogène l'évaluation des immobilisations corporelles, sont les suivantes :

- constructions : 15 à 40 ans ;
- matériel et outillage : 4, 8, 12, 20 ans ;
- agencements et installations : 5 à 10 ans.

Contrats de location

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les locations d'immobilisations corporelles en vertu desquelles la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété revient au Groupe sont classées en tant que contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont inscrits à l'actif au commencement du contrat à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, si cette valeur est inférieure.

Dépréciations des immobilisations corporelles

Lorsque des indices internes ou externes de perte de la valeur sont identifiés, un test de dépréciation est réalisé.

Par ailleurs, le Groupe effectue annuellement des tests de dépréciation par métier qui englobent les actifs corporels.

Des dépréciations, en complément des amortissements comptabilisés, sont enregistrées lorsque ces tests révèlent que la valeur comptable excède la valeur recouvrable. Cette comparaison s'effectue en regroupant les actifs par unités génératrices de trésorerie, celles-ci correspondant aux activités du Groupe produisant des flux de trésorerie autonomes.

En l'absence de prix de cession, la valeur de recouvrement des unités génératrices de trésorerie est déterminée par référence au plus élevé de : la valeur d'usage, celle-ci correspond à l'actualisation des flux de trésorerie projetés par ces unités ; le prix de cession net de frais de cession. Dans la pratique, la première valeur est la plus souvent utilisée.

Les pertes et profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat.

2.6 Immobilisations incorporelles

(a) Goodwill

Le goodwill représente l'excédent à la date d'acquisition du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale/entreprise associée à la date d'acquisition. Le goodwill lié à l'acquisition de filiales est inclus dans les « Immobilisations incorporelles ». Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les « Participations dans les entreprises associées ». Le goodwill comptabilisé séparément est soumis à un test annuel de dépréciation et est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte, le cas échéant, de la valeur comptable du goodwill de l'entité cédée.

Les goodwills sont affectés aux secteurs d'activité et font l'objet de tests de dépréciation.

(b) Marques et licences

Les marques et les licences sont comptabilisées à leur coût historique. Elles ont une durée d'utilité définie et sont comptabilisées à leur coût, déduction faite des amortissements. L'amortissement est calculé de façon linéaire afin de ventiler le coût des marques et des licences sur leur durée d'utilité estimée (entre quinze et vingt ans).

(c) Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels (entre trois et cinq ans).

Les coûts associés au développement et au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus.

(d) Frais

Les frais de développement seront immobilisés dès lors qu'ils répondent à chacun des critères ci-dessous :

- faisabilité technique d'achever l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre ;
- intention de la société d'achever l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre ;
- capacité de la société à l'utiliser ou le vendre ;
- estimation fiable des avantages économiques futurs ;
- existence des ressources techniques et financières pour réaliser le projet ;
- capacité de la société à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif pendant sa phase de développement.

L'immobilisation incorporelle est amortie sur la durée probable d'utilisation.

Dépréciations des immobilisations incorporelles

Les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie font l'objet chaque année, même en l'absence d'indicateur de perte de valeur, de tests de dépréciation pour déterminer si leur valeur nette comptable n'excède pas leur valeur de recouvrement (note 6).

Les dépréciations d'écarts d'acquisition sont définitives, elles ne font jamais l'objet de reprises.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan net des dépréciations.

2.7 Actifs et passifs financiers

Définitions

Les actifs financiers définis par la norme IAS 39 comprennent : des actifs comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat, des prêts et créances, des titres disponibles à la vente.

(a) Actifs financiers à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat

Cette catégorie comporte deux sous-catégories : les actifs financiers détenus à des fins de transaction et ceux désignés à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat lors de leur comptabilisation initiale. Les instruments dérivés sont également désignés comme détenus à des fins de transaction, sauf s'ils sont qualifiés d'opérations de couvertures. Les actifs rattachés à cette catégorie sont classés dans les actifs courants dès lors qu'ils sont détenus à des fins de transaction ou que leur réalisation est anticipée dans les douze mois suivant la clôture.

Ils correspondent aux éléments du bilan suivant : instruments financiers dérivés (note 15).

(b) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture.

Ces derniers sont classés dans les actifs non courants dans la rubrique « Prêts, créances, dépôts et cautionnements ». Les prêts et créances courants sont comptabilisés au bilan dans la rubrique « Autres créances ».

Ils correspondent aux éléments de bilan suivants : prêts, créances, dépôts et cautionnements (note 10), autres actifs non courants (note 12).

(c) Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les instruments non dérivés rattachés à cette catégorie ou ceux qui ne sont rattachés à aucune autre catégorie. Ils sont inclus dans les actifs non courants, sauf si la direction compte les vendre dans les douze mois suivant la date de clôture.

Ils correspondent aux éléments du bilan suivants : titres de participation (note 8).

(d) Passifs financiers

Les passifs financiers définis par la norme IAS 39 comprennent les emprunts comptabilisés au coût amorti et des passifs financiers comptabilisés selon l'option juste valeur.

Ils correspondent aux éléments du bilan suivant : les dettes des activités de financement (note 21), les fournisseurs et autres créanciers (note 22).

Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

(a) Titres de participation

Ils représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, une perte de valeur est constatée. La valeur d'utilité est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont : la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

(b) Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et une provision pour dépréciation est constituée s'il existe un indicateur objectif de leur dépréciation, afin de les ramener à leur juste valeur. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci pourrait être inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Les créances provenant de l'activité du Groupe ont des échéances à court terme ; leur valeur nominale constitue donc une bonne approximation de la valeur de celles-ci.

(c) Titres de placement

Les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat de la période.

Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers sont généralement évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Dans le cas des dettes d'exploitation, elles ont des échéances inférieures à un an à l'origine, leur valeur nominale constitue donc une bonne approximation de ces dettes.

Ceux couverts par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur, c'est-à-dire qu'ils font l'objet d'une réévaluation partielle sur la part couverte, liée à l'évolution des taux d'intérêts. Les variations de valeur sont comptabilisées en résultat de la période, et compensées par les variations symétriques des swaps.

2.8 Instruments financiers dérivés et opérations de couverture

Le Groupe utilise des instruments dérivés pour couvrir le risque de change et pour couvrir le risque de taux d'intérêt. Tous les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur, que celle-ci soit positive ou négative.

S'agissant du risque de change sur les opérations d'exploitation, le Groupe couvre son risque sur des opérations spécifiques futures, telles que des ventes de produits en dollars. Les ajustements de valeur des instruments dérivés, remplissant les conditions pour être qualifiés de couverture d'une opération future, sont portés à titre transitoire dans les capitaux propres, puis transférés en résultat au moment où ladite opération se dénoue et a une incidence sur le résultat.

Dans le cas de couverture d'engagements fermes, les variations de juste valeur de ces engagements ainsi que des instruments dérivés de change qualifiés de couverture en juste valeur sont comptabilisés en résultat.

La couverture du risque de change sur les investissements nets du Groupe à l'étranger par des instruments dérivés donne lieu à l'enregistrement en réserves de conversion dans les capitaux propres des variations de valeur de ces instruments liées à l'évolution du cours de change, ce qui a pour effet de neutraliser tout ou partie des variations de sens inverse constatées sur les investissements nets dues à l'évolution du cours du change.

Suivant les circonstances, le Groupe utilise des swaps de taux d'intérêt pour transformer en taux fixe les taux variables payés au titre des dettes financières ou pour variabiliser le taux des dettes à taux fixes. Dans le premier cas, les ajustements de valeurs relatifs aux swaps de taux sont portés transitoirement en capitaux propres et transférés en résultat lors de la prise en charge des intérêts à taux variable.

Dans le second cas, les ajustements de valeurs des instruments dérivés sont inscrits en résultat tandis que la valeur comptable de la dette est ajustée, pour tenir compte de la variation de taux, à hauteur de la fraction du capital de la dette faisant l'objet de la couverture.

Dans le cas d'instruments dérivés, taux et change détenus à des fins de transaction, leur ajustement de juste valeur est reconnu immédiatement dans le compte de résultat.

2.9 Imposition différée

En présence d'actifs ou de passifs dont la valeur au bilan diffère de la valeur fiscale, des actifs et des passifs d'impôt sont enregistrés dans les conditions suivantes :

- tous les passifs d'impôts sont comptabilisés ;
- les actifs d'impôts sur ces différences ainsi que ceux relatifs aux reports déficitaires ne sont enregistrés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont ajustés en fin d'exercice en fonction des derniers taux d'impôts votés.

Seuls les dividendes prévus au titre du dernier exercice arrêté donnent lieu, le cas échéant, à la constitution d'une provision pour les impôts payables en raison de la distribution.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés au sein de chaque société ou entité fiscale.

2.10 Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'achat ou de production ou à leur valeur nette réalisable lorsque celle-ci lui est inférieure. Le coût est déterminé selon la formule du coût moyen pondéré. La valeur nette réalisable est le prix de vente dans des conditions normales de marché, net des frais occasionnés par cette vente. Le coût des produits finis et encours de fabrication comprend le coût des matières premières, les coûts directs de fabrication et les frais généraux de production, ces derniers étant calculés sur la base d'une utilisation normale des capacités de production.

2.11 Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en « Frais de commercialisation ».

2.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie dont la variation est expliquée dans le tableau des flux de trésorerie, correspond aux disponibilités, aux valeurs mobilières de placement et aux dépôts à court terme. Les composantes de la trésorerie sont à court terme et très liquides et ne présentent pas de risque significatif.

Les valeurs mobilières de placement sont considérées comme des actifs en juste valeur par contrepartie de résultat ; les dépôts bancaires à court terme et les disponibilités sont considérés comme des prêts et créances et comptabilisés au coût amorti.

Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan dans les crédits court terme et découverts bancaires.

2.13 Capital social

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres.

Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Lorsqu'une des sociétés du Groupe achète des actions de la société (actions propres), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts supplémentaires directement attribuables (nets de l'impôt sur le résultat), est déduit des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société jusqu'à l'annulation, la réémission ou la cession des actions. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts supplémentaires directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société.

2.14 Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement comptabilisés à leur coût amorti ; toute différence entre les produits (nets des coûts de transaction) et la valeur de remboursement est comptabilisée au compte de résultat sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le Groupe dispose d'un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum douze mois après la date de clôture, auquel cas, ces emprunts sont classés en passifs non courants.

2.15 Avantages au personnel

Les avantages consentis par le Groupe au personnel après leur départ du Groupe, et les autres avantages versés plus d'un an après les services rendus par les salariés, font l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projeté et comptabilisés selon les règles prescrites par l'IAS 19.

L'évaluation des obligations du Groupe tient compte de la juste valeur des actifs affectés à la couverture des engagements à la date de clôture tels que ceux provenant de la souscription de contrats d'assurance.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels issus de ces évaluations sont comptabilisés en charge, à compter de l'exercice suivant la date de clôture, de manière étalée suivant la méthode du « corridor ».

Pour les autres avantages à long terme et les indemnités de fin de contrat, les écarts actuariels sont immédiatement reconnus dans l'exercice.

2.16 Provisions

Les provisions pour remise en état de site, pour coûts de restructuration et pour actions en justice sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés ; il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et le montant de la provision peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actualisée reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en charges d'intérêt.

2.17 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de biens et services est comptabilisé net des remises, ristournes, taxes et escomptes sur les ventes, dès lors que le transfert aux clients des risques et avantages inhérents à la propriété a eu lieu ou que le service a été rendu.

2.18 Autres charges et produits opérationnels

Cette rubrique comprend essentiellement : certaines pertes de change, les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs.

2.19 Résultat net par action

Le résultat net consolidé par action non dilué est calculé en faisant le rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, celui-ci étant le nombre d'actions émises diminué du nombre moyen d'actions de la société détenues par Chargeurs ou ses filiales.

L'effet de dilution qui résulte des options de souscription accordées aux salariés ou des bons de souscription d'actions est pris en compte pour le calcul du résultat net dilué par action, à partir de la date d'émission des options ou des bons, et lorsque leur prix de souscription est inférieur à la valeur boursière de l'action Chargeurs.

2.20 Options sur actions consenties aux salariés

Pour les options consenties à compter du 7 novembre 2002, la juste valeur de celles qui sont acquises après le 1^{er} janvier 2005 est estimée à la date d'attribution et constatée en charge en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Lorsque l'attribution des options est soumise à des conditions, la prise en charge de la valeur des options est étalée sur la durée d'acquisition des droits.

3. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DÉTERMINANTS

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS nécessite de formuler des estimations et des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

3.1 Estimations et hypothèses comptables déterminantes

Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

(a) Dépréciation des goodwill

Le Groupe soumet les goodwill à un test annuel de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée à la note 2.6. Les montants recouvrables des unités génératrices de trésorerie ont été déterminés à partir de calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations (note 6).

Les tests de dépréciation n'ont pas mis en évidence la nécessité de déprécier la valeur comptable des goodwill. À titre d'information si le taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie actualisés de Chargeurs Interlining avait été de 9,89 % au lieu de 8,89 % retenu par la direction, le Groupe n'aurait pas comptabilisé de dépréciation de goodwill sur ce métier.

(b) Impôt sur le résultat

L'actif d'impôt correspondant à l'intégration fiscale Française, actif sur déficit et sur différences temporaires, s'élève à 21,3 millions d'euros. Son caractère recouvrable a été déterminé sur la base de prévisions de bénéfices fiscaux futurs.

3.2 Jugements déterminants lors de l'application des méthodes comptables

Le Groupe procède depuis plusieurs années à des cessions de créances sans recours. Les montants concernés de ces créances juridiquement cédées étaient indiqués dans l'annexe aux comptes établis selon les principes comptables français.

L'application des normes IFRS à partir de 2005 a conduit à changer le mode de comptabilisation de ces cessions suite aux considérations ci-après.

L'annexe aux comptes 2005 contenait le commentaire ci-après :

Principes comptables français

Les créances cédées dans le cadre de conventions de cession de créances sans recours sont sorties du bilan. Dans les comptes sociaux, en l'absence de texte comptable spécifique, le traitement repose sur une analyse juridique : dès lors qu'il y a un transfert de propriété, les actifs ne figurent plus au bilan. Ce traitement basé sur l'analyse juridique est conservé dans les comptes consolidés dans la mesure où sont spécifiquement exclues du champ d'application de

la recommandation COB/CB du 15 novembre 2002 relative aux montages déconsolidants et cessions d'actifs (qui prévoit un principe général fondé sur le transfert des risques majeurs attachés à l'actif) les opérations commerciales courantes entrant dans les pratiques habituelles ou sectorielles, dont font partie les cessions de créances sans recours.

Principes comptables IFRS

En normes IFRS, l'analyse juridique du transfert de propriété n'est pas suffisante. La norme IAS 39 relative aux instruments financiers qui traite des cessions d'actifs financiers (dont les créances commerciales) impose l'analyse successive des trois critères suivants :

- transfert des droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif transféré ;*
- transfert de la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif cédé ;*
- transfert du contrôle de l'actif transféré.*

L'analyse des contrats de cession de créances au regard des trois critères ci-dessus a été conduite par les équipes de Chargeurs. Compte tenu des réflexions en cours dans les milieux professionnels sur ce sujet et de l'absence d'une doctrine officielle définitive, il a été jugé prudent de réintégrer ces créances au bilan et de constater une dette correspondante pour le montant de trésorerie reçu.

Les études conduites par les autorités professionnelles en 2006 et 2007 ont précisé les conditions permettant de maintenir les créances cédées hors bilan. La présentation adoptée en 2005 a été maintenue à fin 2007. Elle pourra évoluer dans le futur suite à des modifications de contrats ou de processus de cession.

4. ACQUISITIONS – CESSIONS

Chargeurs Fashion

Conformément au contrat de cession des titres en date du 8 juillet 2007 et du pacte d'actionnariat en date du 27 avril 2007, Chargeurs a cédé 50 % du contrôle de Chargeurs Fashion le 31 décembre 2007 à la société marocaine Holfigar.

Chargeurs Fashion détient les sociétés françaises Avelana, Roudière, Lepoutre et FTS, ainsi que Roudière Portugal, au Portugal et Drummond, au Royaume-Uni.

Parallèlement, la participation de 50 % + 1 action de Chargeurs Fashion dans la société marocaine CFTM a été rachetée par Chargeurs et sera apportée à Chargeurs Fashion début 2008.

L'ensemble formé par Chargeurs Fashion, ses filiales et la société Sefita, filiale de Holfigar, constitue un groupe textile de premier plan en condition de bénéficier de l'image, des réseaux et de l'innovation des filiales de Chargeurs Fashion tout en bénéficiant de la compétitivité des sociétés marocaines Sefita et CFTM.

Détermination du type de contrôle

Le pacte d'actionnaires signé le 27 avril 2007 entre Chargeurs et Holfigar, précise les entités qui seront contrôlées conjointement et les modalités de contrôle conjoint de Chargeurs Fashion.

Ce pacte d'actionnaires établit qu'un contrôle conjoint sera exercé sur Chargeurs Fashion et qu'aucun des coentrepreneurs, pris individuellement, n'est en mesure de contrôler unilatéralement l'activité.

Méthode de consolidation

Conformément à l'option ouverte par le paragraphe 38 de la norme IAS 31, le groupe Chargeurs a choisi de comptabiliser sa participation dans Chargeurs Fashion selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, la politique Groupe consiste à ne pas enregistrer dans son bilan consolidé des actifs et passifs que le Groupe ne contrôle plus de façon exclusive.

Cette politique s'inscrit dans l'évolution prévisible de la norme IAS 31, à savoir la suppression de l'intégration proportionnelle comme indiqué dans l'Exposure Draft 9.

Date du changement de mode de consolidation

Le paiement de l'acompte étant intervenu le 31 décembre 2007, ce dernier a déclenché la mise en place du pacte d'actionnaires. Il convient donc de considérer que l'exercice conjoint du contrôle sur Chargeurs Fashion par le groupe Chargeurs et par le groupe Holfipar est entré en vigueur à cette date.

Par conséquent, cette participation a été comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence au 31 décembre 2007.

La cession de Chargeurs Fashion s'est réalisée sur la base des capitaux propres retraités de la société (14,6 millions d'euros).

Les actifs et les passifs sortis du bilan consolidé suite à la cession sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Montants des actifs et des passifs sortis suite à la cession de 50 % des titres de Chargeurs Fashion (hors CFTM)

(en millions d'euros)	31/12/2007
Actif	
Immobilisations incorporelles et corporelles	5,9
Autres actifs non courants	4,3
Actif courant	32,6
Total de l'actif	42,8
Passif	
Capitaux propres	14,6
Passif non courant	2,5
Passif courant	25,7
Total du passif	42,8

Le montant constaté en titres mis en équivalence s'élève à 7,3 millions d'euros.

Le montant de la transaction s'élève à 7,2 millions d'euros.

Par ailleurs, la société marocaine CFTM, bien que non filiale de Chargeurs Fashion et détenue à 51 % par Chargeurs, a été mise en équivalence au 31 décembre 2007 en vertu du contrat de cession de Chargeurs Fashion qui prévoit l'apport de CFTM à Chargeurs Fashion à l'issue du paiement de la partie fixe du prix par Holfipar, et ce, pour un montant de 0,5 million d'euros.

La mise en équivalence des sociétés n'a pas d'impact sur la présentation du compte de résultat 2007, compte tenu que les opérations décrites ci-avant ont été réalisées à fin décembre 2007.

La vente ayant eu lieu à un prix légèrement inférieur à la situation nette, la transaction entraîne un mali de cession de 0,1 million d'euros.

BILAN

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les valeurs nettes des immobilisations corporelles ont évolué comme suit au cours de l'exercice.

(en millions d'euros)	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Agencements, installations	Immobilisations en cours	Total
31 décembre 2005	10,7	49,3	28,3	9,3	6,6	104,2
Acquisitions	0,2	0,1	23,4	0,7	14,0	38,4
Cessions d'immobilisations	(1,1)	(4,1)	(5,2)		(1,5)	(11,9)
Cessions de sociétés						0,0
Dotations aux amortissements		(3,2)	(8,1)	(2,1)		(13,4)
Dépréciations						0,0
Autres	0,1	0,7	9,6	1,0	(9,2)	2,2
Effets de change	(0,2)	(1,4)	(2,1)	(0,4)	(0,6)	(4,7)
31 décembre 2006	9,7	41,4	45,9	8,5	9,3	114,8
Acquisitions		0,6	5,4	1,5	6,1	13,6
Cessions d'immobilisations			(3,5)	(0,6)	(3,8)	(7,9)
Cessions de sociétés	(1,2)	(4,6)	(7,3)	(0,1)	(0,1)	(13,3)
Dotations aux amortissements		(3,3)	(9,4)	(2,1)		(14,8)
Dépréciations						0,0
Autres		1,0	6,0	1,1	(8,0)	0,1
Effets de change	(0,1)	(0,8)	(1,8)	(0,2)	(0,2)	(3,1)
31 décembre 2007	8,4	34,3	35,3	8,1	3,3	89,4

La mise en équivalence au 31 décembre 2007 de Chargeurs Fashion entraîne une réduction du poste immobilisations nettes de : 6,4 millions d'euros.

Évaluation des immobilisations corporelles

- (i) Les terrains et constructions ont été valorisés par des cabinets internationaux en 2004 pour définir les valeurs comptables à retenir dans le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004. Ces valeurs sont retenues ultérieurement comme valeurs historiques par convention.
- (ii) La valeur des matériels et outillages est examinée dès lors qu'il existe des indices de perte de valeur, ce qui est notamment le cas lors de réorganisations industrielles, de fermetures, de cessions.
- (iii) La valeur des actifs d'un métier est, par ailleurs, examinée lors du test de dépréciation des goodwill.

La valeur des actifs des trois métiers Chargeurs Films de Protection, Chargeurs Interlining, Chargeurs Wool a été examinée, selon les approches ci-dessus.

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(a) Les goodwill (écarts d'acquisition) nets des sociétés intégrées globalement

Ils ont évolués comme suit :

(en millions d'euros)	Valeur brute	Dépréciations cumulées	Valeur nette
31 décembre 2005	95,2	(25,4)	69,8
Écarts d'acquisition relatifs aux acquisitions de l'exercice	0,1		0,1
Effets de change	(5,5)		(5,5)
31 décembre 2006	89,8	(25,4)	64,4
Écarts d'acquisition relatifs aux acquisitions de l'exercice			
Effets de change	(5,0)		(5,0)
Mouvement de périmètre ⁽¹⁾	(14,4)	11,5	(2,9)
31 décembre 2007	70,4	(13,9)	56,5

(1) Compte tenu de la cession de 50% du contrôle de Chargeurs Fashion décrite en note 4, le goodwill du métier est désormais comptabilisé sur la ligne titres mis en équivalence commentée en note 9.

Les goodwills ont été affectés aux unités génératrices de trésorerie constituées par les métiers de Chargeurs.

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Chargeurs Films de Protection	42,9	47,9
Chargeurs Interlining	13,6	13,6
Chargeurs Wool	–	–
Chargeurs Fashion	–	2,9

Le goodwill de Chargeurs Films de Protection est libellé en USD, il a été réduit au cours de 2007 de 5,0 millions d'euros suite à la dépréciation de l'USD. Les trois sociétés détenues par Chargeurs Interlining en partenariat avec Ningbo Yak Technology Industrial constituent une unité de gestion de trésorerie spécifique.

Test de dépréciation des goodwills

Pour les trois métiers, la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie a été déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité.

Ces calculs sont effectués à partir de la projection de flux de trésorerie basés sur les plans d'affaires à cinq ans approuvés par la Direction, ajustés pour être mis en conformité avec les prescriptions de la norme IAS 36. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés à partir des taux de croissance estimés indiqués ci-après.

Principales hypothèses retenues pour les calculs des valeurs d'utilité.

	Chargeurs Films de Protection	Chargeurs Interlining	Chargeurs Wool
Marge opérationnelle moyenne sur la durée du plan ⁽¹⁾	9,5 %	6,3 %	2,0 %
Taux de croissance ⁽²⁾	2,5 %	1,0 %	0,0 %
Taux d'actualisation ⁽³⁾			
2006	8,4 %	8,2 %	8,8 %
2007	9,1 %	8,9 %	9,6 %

Par rapport à 2006, les métiers Chargeurs Interlining et Chargeurs Wool intègrent les évolutions suivantes :

– Chargeurs Interlining : l'amélioration du taux de marge opérationnelle de 5,3 % à 6,3 % s'explique par la décision d'arrêter certaines activités à faible marge et certaines locations, et de réduire certains frais de développement.

– Chargeurs Wool : la réduction du taux de marge opérationnelle de 4 % à 2 % entre 2006 et 2007 s'explique par l'augmentation du prix de la matière première entre 2006 et 2007, mais n'affecte pas la valeur absolue des cash-flows. La valeur d'utilité de Chargeurs Wool est calculée aux seules fins de justification de la valeur des immobilisations corporelles du métier.

Pour tous les métiers, les taux de croissance pris en compte dans la valeur terminale sont demeurés inchangés par rapport à 2006.

(1) Résultat d'exploitation/chiffre d'affaires

Il s'agit d'un résultat d'exploitation avant tout événement non récurrent, en particulier avant toute restructuration.

(2) Le taux de croissance ne dépasse pas le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité et pour tous les métiers, les taux de croissance retenus sont demeurés inchangés par rapport à 2006.

(3) Taux d'actualisation

Les principaux paramètres retenus sont :

Les paramètres communs à tous les métiers :

- taux sans risque : 4,4 %, contre 3,7 % en 2006 (le taux retenu est celui de l'OAT 10 ans) ;
- prime de marché : 5,0 %, taux inchangé par rapport à 2006 (le taux retenu est celui par sondage auprès des grands cabinets d'évaluation de la place de Paris) ;
- coût de la dette avant impôt : 5,8 %, contre 4,5 % en 2006 ;
- taux d'impôt : 33,33 %.

Les paramètres spécifiques aux métiers :

Prime de risque spécifique métier :

Films de Protection 1,0 % – Interlining 2 % – Wool 3,0 %

Dette/capitaux engagés :

Films de Protection 0,20 – Interlining 0,33 – Wool 0,33

b) Les autres immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice 2007, deux projets de développement ont satisfait aux critères qui rendent obligatoire l'immobilisation des frais selon l'IAS 38.

(en millions d'euros)	Marques et brevets	Frais de développement	Droits d'utilisation	Autres	Total
1^{er} janvier 2006	4,1		3,1	0,4	7,6
Acquisitions				0,3	0,3
Cessions d'immobilisations				(0,4)	(0,4)
Cessions de sociétés					0,0
Dotations aux amortissements	(0,2)			(0,1)	(0,3)
Dépréciations			(0,1)		(0,1)
Autres	(0,1)		(0,2)	0,4	0,1
Effets de change	(0,1)		(0,3)		(0,4)
31 décembre 2006	3,7	0,0	2,5	0,6	6,8
1^{er} janvier 2007	3,7	0,0	2,5	0,6	6,8
Activation de R&D		1,3			1,3
Acquisitions				0,3	0,3
Cessions d'immobilisations			(0,2)	(0,1)	(0,3)
Cessions de sociétés	(0,2)		(0,1)		(0,3)
Dotations aux amortissements				(0,1)	(0,1)
Dépréciations	(0,1)		(0,1)	(0,1)	(0,3)
Autres					0,0
Effets de change	(0,1)		(0,1)		(0,2)
31 décembre 2007	3,3	1,3	2,0	0,6	7,2

La mise en équivalence au 31 décembre 2007 de Chargeurs Fashion n'entraîne pas de modification du poste « Autres immobilisations incorporelles ».

7. LOCATION-FINANCEMENT

Les immobilisations corporelles incluent les biens financés par le Groupe grâce à des locations-financements. Ces biens ont les valeurs nettes suivantes :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Terrains	2,7	2,7
Constructions	32,3	32,3
Matériels et outillages	4,4	4,4
Agencements, installations et autres	7,4	7,4
Valeurs brutes	46,8	46,8
Amortissements	(29,8)	(26,7)
Valeurs nettes	17,0	20,1

La réconciliation entre les paiements minimums à effectuer en vertu des contrats de location-financement et la valeur de la dette financière correspondante se présente comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Paiements minimums à effectuer sur locations-financements	20,8	22,4
Dettes financières liées aux locations-financements	18,4	19,9
Différence :		
charges financières futures	2,4	2,5

L'échéancier des sommes à payer sur les locations-financements est le suivant :

(en millions d'euros)	Paielements minimums	Dettes financières
Payables à moins d'un an	3,6	3,0
Payables à plus d'un an et à moins de cinq ans	12,8	11,2
Payables à plus de cinq ans	4,4	4,2
Total au 31 décembre 2007	20,8	18,4
Payables à moins d'un an	3,2	2,6
Payables à plus d'un an et à moins de cinq ans	12,1	10,7
Payables à plus de cinq ans	7,1	6,6
Total au 31 décembre 2006	22,4	19,9

Les principaux contrats de location-financement sont relatifs à des opérations de cession-bail d'immeubles. Les financements obtenus portent généralement sur des périodes de sept ans à quinze ans et sont assimilables à des emprunts garantis par des immobilisations.

8. TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDÉS

Les valeurs comptables des principales participations sont les suivantes :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Participations supérieures à 50 % :		
divers	1,8	1,9
Participations entre 20 % et 50 % :		
divers	0,5	0,3
Participations inférieures à 20 % :		
divers	0,8	0,9
Total	3,1	3,1

Ces titres peuvent être classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente ». Ces titres ne sont pas cotés, ils sont donc évalués en coût historique et dépréciés si nécessaire.

9. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

a) Composition

Ce poste a évolué de 17,5 millions d'euros en 2006 à 25,1 millions d'euros en 2007 en raison notamment de la mise en équivalence de Chargeurs Fashion pour 7,8 millions d'euros et de Peinaduria Rio Chubut pour 2,1 millions d'euros et de diminutions liées à des réductions de capital.

(en millions d'euros)	Entités Yak	Entités Fashion	Peinaduria Rio Chubut	Autres	Total
1^{er} janvier 2006				7,0	7,0
Acquisitions	10,8				10,8
Cessions d'immobilisations					0,0
Mouvement de périmètre					0,0
Résultat				(0,2)	(0,2)
Dividendes				(0,3)	(0,3)
Autres				0,1	0,1
Effets de change	0,1				0,1
31 décembre 2006	10,9	0,0	0,0	6,6	17,5
1^{er} janvier 2007	10,9	0,0	0,0	6,6	17,5
Acquisitions					0,0
Cessions d'immobilisations				(2,0)	(2,0)
Mouvement de périmètre		7,8	2,1		9,8
Résultat	1,3		0,3	(0,1)	1,5
Dividendes				(0,3)	(0,3)
Autres				(0,7)	(0,7)
Effets de change	(0,5)		(0,2)		(0,7)
31 décembre 2007	11,7	7,8	2,1	3,5	25,1

(b) Caractéristiques des sociétés dont les titres sont mis en équivalence

Les éléments caractéristiques des sociétés dont les titres sont mis en équivalence pour 25,1 millions d'euros au 31 décembre 2007, sont les suivants :

(en millions d'euros)	31/12/2007				31/12/2006			
	Yak	Fashion	Autres	Total	Yak	Fashion	Autres	Total
Actifs	15,4	63,8	27,7	106,9	12		22,7	34,7
Passifs	5,9	41,9	13,3	61,1	4,9		7,8	12,7
Chiffres d'affaires	3,2	(*)	10,3	13,5			8,9	8,9
Résultats nets	2,7	(*)	1	3,7			(0,1)	(0,1)
Résultats nets contribué au Groupe	1,3	(*)	0,2	1,5			(0,2)	(0,2)

* Sans objet car le résultat de Chargeurs Fashion est consolidé en 2007

L'augmentation en 2007 des actifs et passifs des entreprises associées correspond à la mise en équivalence des sociétés Fashion et à la création de Peinaduria de Rio Chubut avec apport en nature pour le groupe Chargeurs.

Le goodwill correspondant aux entreprises associées est inscrit à l'actif dans la valeur des titres de participation pour 8,5 millions d'euros correspondant respectivement aux deux sociétés de production d'entoilage en Chine pour 7,0 millions d'euros et à Chargeurs Fashion pour 1,5 millions d'euros.

10. PRÊTS, CRÉANCES, DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS

Le montant de 9,3 millions d'euros comprend :

- des prêts à plus d'un an pour 2,3 millions d'euros ;
- des dépôts à plus d'un an pour 7,0 millions d'euros.

La juste valeur de ces actifs est très proche de leur valeur comptable. La mise en équivalence au 31 décembre 2007 de Chargeurs Fashion entraîne une réduction du poste « Prêts, créances, dépôts et cautionnements » de 1,6 million d'euros.

11. IMPÔT DIFFÉRÉ

(a) Détail selon la date d'utilisation probable (avant compensation des positions actives et passives sur une même entité fiscale)

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Impôts différés actifs nets		
– recouvrables à plus de 12 mois	24,4	23,8
– recouvrables à moins de 12 mois	12,8	15,3
Impôts différés passifs nets		
– réalisables à plus de 12 mois	(7,9)	(10,3)
– réalisables à moins de 12 mois	(1,5)	(1,7)
Solde	27,8	27,1

(b) Détail selon la nature de l'impôt (avant compensation des positions actives et passives)

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Impôt différé actif net		
– différences temporaires	12,6	14,8
– déficits et crédits d'impôt	24,6	24,2
Impôt différé passif		
– différences temporaires	(9,4)	(11,9)
Total	27,8	27,1

Des impôts différés actifs sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs seront disponibles. Ce jugement est étayé par une prévision de résultat imposable sur une période de cinq ans.

Une partie importante des déficits fiscaux indéfiniment reportables (voir ci-dessous) sont totalement dépréciés.

Les impôts différés actifs, nets des impôts différés passifs, ont augmenté de 0,7 million d'euros en 2007.

Les déficits fiscaux reportables sont les suivants au 31 décembre 2007 :

(en millions d'euros)	Totaux	Dont non activés
Reportables jusqu'en		
2008	5,0	5,0
2009	0,9	0,9
2010	0,7	0,7
2011	3,2	3,2
2012	21,3	19,3
Déficits reportables indéfiniment	304,4	225,8
Déficits reportables totaux	335,5	254,9

12. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Le montant de 6,6 millions d'euros comprend notamment des créances fiscales sur différents États pour 1,3 million d'euros.

La mise en équivalence au 31 décembre 2007 de Chargeurs Fashion entraîne une réduction des autres actifs non courants de 0,6 million d'euros.

13. STOCKS ET ENCOURS

La rubrique stocks s'explique de la façon suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Valeurs brutes		
Matières premières et fournitures	51,9	62,6
Produits finis et semi-ouvrés et encours	109,4	117,6
Total valeur brute	161,3	180,2
Provisions pour dépréciation	(6,1)	(12,9)
Valeurs nettes	155,2	167,3
Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks	(5,0)	(4,8)
Reprises de provisions utilisées	4,5	6,4
Reprises de provisions excédentaires	3,5	1,6

La mise en équivalence au 31 décembre 2007 de Chargeurs Fashion entraîne une réduction nette des stocks et encours de : 18,4 millions d'euros.

14. CLIENTS

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Clients et comptes rattachés		
Valeur brute	93,0	91,7
Provision pour dépréciation	(10,5)	(12,8)
Valeur nette	82,5	78,9

Les créances ci-dessus étant à court terme et ne portant pas intérêt, la variation des taux d'intérêt n'engendre pas de risque de taux significatif.

La juste valeur des créances ci-dessus peut être considérée comme voisine de leur valeur comptable eu égard à leur échéance. Chargeurs a une gestion du risque clients locale et décentralisée. Le niveau de dépréciation des créances dont l'échéance est dépassée est évalué de manière individuelle en tenant compte de la quote part de la créance couverte par assurance crédit, de la pratique du pays, de l'historique des relations avec le client et de son encours.

Créances clients cédées à des sociétés de factoring

Certaines créances ont été cédées à des tiers à la clôture de l'exercice, dans le cadre de conventions de cession de créances sans recours, conclues avec des organismes d'affacturage.

Au 31 décembre 2007, le montant payé par les sociétés d'affacturage sur ces cessions s'est élevé à 82,5 millions d'euros (87,2 millions d'euros à fin décembre 2006).

Ces créances sont « affichées » dans le bilan de Chargeurs, malgré cette cession, et bien qu'elles ne soient plus propriété de Chargeurs (note 3).

La mise en équivalence au 31 décembre 2007 de Chargeurs Fashion entraîne une réduction du poste « Clients » de 2,1 millions d'euros et une réduction du poste « Créances clients cédées à des sociétés de factoring » de 12,1 millions d'euros.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La valeur des dérivés au bilan est la suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2007		31/12/2006	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
Net dérivés actifs moins dérivés passifs				
Couverture de juste valeur				
Change	(0,2)	22,6	0,6	7,5
Couvertures des flux de trésorerie				
Change	(3,6)	47,5	-	-
Taux d'intérêt	1,0	(30,0)	0,9	(30,0)
Matière	(0,1)	2,4	-	-
Couvertures d'investissements nets				
Change	-	-	0,1	(22,8)
Détenus à des fins de transaction				
Change	0,0	(12,6)	0,2	(6,2)
Taux d'intérêt	0,0	(31,9)	-	(32,3)
Total actifs ou passifs nets	(2,9)		1,8	

Notionnel négatif = position nette emprunteuse pour dérivés de taux d'intérêt, vendeuse pour autres dérivés.

Les couvertures de juste valeur d'un montant notionnel de 22,6 millions d'euros correspondent à la couverture de postes du bilan et d'engagements fermes par des filiales de Chargeurs.

Les couvertures de flux futurs de trésorerie d'un montant notionnel de 47,5 millions d'euros correspondent à des couvertures de vente nette et d'achats nets dans les devises suivantes : dollar américain, won coréen, RMB chinois, dollar australien et rand sud-africain.

Le Groupe a décidé au second semestre 2007 de mettre un terme à des couvertures d'investissements nets correspondant à des actifs situés aux États-Unis et en Amérique latine. L'interruption de ces couvertures a entraîné la constatation d'un produit financier de 0,9 million d'euros en 2007.

Les couvertures de taux d'intérêt d'un montant notionnel de - 61,9 millions d'euros correspondent à :

- la transformation partielle, à taux fixe, de lignes de crédit d'un montant total de 50 millions d'euros souscrit par Chargeurs Films de Protection au moyen de swaps de taux. La partie taux fixe est de 30 millions d'euros, soit 60 % du nominal. L'adjonction d'une option d'annulation du swap représente un notionnel de 24 millions d'euros ;
- la transformation en taux fixe d'un emprunt à moyen terme souscrit par une filiale pour 4,4 millions d'euros. L'adjonction d'une

option à ce swap représente un notionnel de 3,5 millions d'euros. La couverture de matière première d'un montant notionnel de 2,4 millions d'euros correspond à l'achat d'un contrat dérivé dont la valeur est liée à celle du polyéthylène.

Notionnels nets des dérivés de change par devise (notionnel négatif = vente)

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Dollar australien	61,3	26,9
Dollar US	2,3	(47,9)
Euro	(4,3)	(5,1)
Livre sterling	(2,1)	(0,4)
Couronne danoise	-	(0,5)
Dollar canadien	-	5,5
Dollar néo-zélandais	(0,9)	-
Rand sud-africain	17,1	-
Won coréen	(3,6)	-
RMB chinois	(12,3)	-
Total	57,5	(21,5)

Notionnels nets des dérivés de taux d'intérêt par devise (notionnel négatif = emprunt)

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Euro	(61,9)	(62,3)
Dollar US	-	-

Notionnels nets des dérivés de matière première par devise (notionnel négatif = vente)

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Euro	2,4	-

Échéancement des justes valeurs des dérivés

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Semestre prochain (= + 1)	(3,5)	0,7
Semestre + 2	(0,3)	-
Semestre + 3	(0,1)	0,2
Au-delà de semestre + 3	1,0	0,9

16. AUTRES CRÉANCES

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Créances d'impôt courant	3,4	4,7
Autres créances	72,6	70,6
Comptes de régularisation	1,4	1,9
Provisions pour dépréciation	(2,5)	(7,5)
Net	74,9	69,7

La mise en équivalence au 31 décembre 2007 de Chargeurs Fashion entraîne une réduction des autres créances de 7,7 millions d'euros correspondant aux autres créances portées par Chargeurs Fashion et ses filiales et parallèlement une augmentation dudit poste en raison de l'enregistrement d'une créance de 7,2 millions d'euros sur l'acquéreur des titres Fashion, la société Holfi-par. La juste valeur de ces actifs est très proche de leur valeur comptable.

17. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie dont la variation est expliquée par le tableau des flux de trésorerie comprennent les éléments suivants :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme		
Valeurs mobilières de placement	15,8	16,8
Dépôts à terme	16,2	20,2
Sous-total	32,0	37,0
Soldes bancaires disponibles	78,3	88,2
Total	110,3	125,2

La mise en équivalence au 31 décembre 2007 de Chargeurs Fashion entraîne une réduction du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » de 5,2 millions d'euros.

18. CAPITAL SOCIAL ET RÉSERVES

Toutes les actions composant le capital de Chargeurs ont été appelées et sont entièrement libérées. Le nombre d'actions composant le capital de Chargeurs a évolué comme suit au cours des exercices 2006 et 2007 :

Nombre d'actions au 1^{er} janvier 2006	10 131 747
Annulation d'actions autodétenues	-
Augmentation de capital du fait de l'exercice d'options de souscription par les salariés	161 450
Nombre d'actions au 31 décembre 2006	10 293 197
Augmentation de capital du fait de l'exercice d'options de souscription par les salariés	83 900
Nombre d'actions au 31 décembre 2007	10 377 097

Sur la base d'une valeur nominale de 16 euros, ce nombre d'actions représente 166 033 552 euros au 31 décembre 2007 à comparer à 164 691 152 euros au 31 décembre 2006. Toutes les actions ont des droits identiques en matière de distribution de dividendes et de remboursements.

Les actions autodétenues s'analysent comme suit :

	31/12/2007		31/12/2006	
	Nombre	Coût en euros	Nombre	Coût en euros
Actions Chargeurs détenues par :				
– Chargeurs	13 334	230 851	56 517	1 023 687
– contrat de liquidité	29 326	579 639	–	–
Total	42 660	810 490	56 517	1 023 687

Au 31 décembre 2007, il n'y a plus d'actions autodétenues par Chargeurs, destinées à être remises aux salariés (il y en avait 29 400 au 31 décembre 2006).

Le poste « Réserves » comprend la réserve de couverture de flux futurs de trésorerie pour – 2,3 millions d'euros au 31 décembre 2007 (0,9 million d'euros au 31 décembre 2006).

19. ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET AVANTAGES ASSIMILÉS

Les provisions à ce titre s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Régimes d'avantages postemploi consentis au personnel	9,5	10,8
Régimes des autres avantages à long terme consentis au personnel	2,0	2,2

Les régimes d'avantages postemploi à prestations définies consentis au personnel correspondent au régime d'indemnités de fin de carrière s'imposant aux entreprises françaises et à d'autres régimes de moindre ampleur ; les régimes des autres avantages à long terme consentis au personnel sont pour l'essentiel les primes de médailles du travail.

Les montants comptabilisés en provisions au titre de tous ces régimes s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Valeur actualisée de la dette des régimes financés	18,0	21,1
Juste valeur des actifs cantonnés en couverture de la dette	(15,7)	(18,8)
Valeur nette de la dette des régimes financés	2,3	2,3
Valeur actualisée de la dette des régimes non financés	7,7	9,0
Gains/(pertes) actuariels différés	0,5	0,6
Coûts des services passés non encore reconnus	1,0	1,1
Droits à remboursement	–	–
Montant net comptabilisé au bilan	11,5	13,0

La charge nette comptabilisée au compte de résultat au titre des autres régimes d'avantages postemploi à prestations définies, et au titre des avantages à long terme, s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Coût des services rendus au cours de l'exercice	0,5	0,5
Charges financières liées à la désactualisation de la dette	1,1	1,2
Rendement estimé des actifs cantonnés en couverture des régimes	(1,1)	(1,1)
Amortissement des coûts des services passés	(0,2)	(0,2)
Reprise de provision devenue sans objet	(0,4)	–
Charge nette de la période	(0,1)	0,4

La variation de la provision nette comptabilisée au bilan s'explique de la manière suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Montant net comptabilisé au bilan à l'ouverture de l'exercice	13,0	15,1
Charge nette de la période	(0,1)	0,4
Paievements effectués	(1,3)	(1,8)
Effets de change sur régimes étrangers	(0,4)	(0,7)
Effets de la mise en équivalence du métier Fashion	0,3	–
Montant net comptabilisé au bilan à la clôture de l'exercice	11,5	13,0

Les principales hypothèses actuarielles utilisées sont les suivantes :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Pour l'Europe		
Taux d'actualisation des cotisations versées aux assureurs	5,00 %	4,50 %
Taux d'actualisation des engagements futurs	5,50 %	4,25 %
Pour l'Amérique du Nord		
Taux d'actualisation des cotisations versées aux assureurs	6,00 %	6,00 %
Taux d'actualisation des engagements futurs	6,00 %	5,75 %
Âge probable de départ à la retraite	60-65 ans	60-65 ans

20. PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS

Les provisions pour autres passifs s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Provisions pour autres passifs non courants	3,9	6,2
Provisions pour autres passifs courants ⁽¹⁾	3,6	4,8
Total	7,5	11,0

(1) Classées dans autres créanciers.

Les provisions pour autres passifs comprennent les éléments suivants :

(en millions d'euros)	Provision pour autres passifs non courants	Provision pour autres passifs courants	Total
1^{er} janvier 2006	8,2	10,3	18,5
Dotations aux provisions	0,7	0,7	1,4
Reprises de provisions utilisées	(2,4)	(4,3)	(6,7)
Reprises de provisions excédentaires	(0,3)	(1,5)	(1,8)
Variation de périmètre			0,0
Autres			0,0
Effets de change		(0,4)	(0,4)
31 décembre 2006	6,2	4,8	11,0
1^{er} janvier 2007	6,2	4,8	11,0
Dotations aux provisions	0,5	2,8	3,3
Reprises de provisions utilisées	(1,0)	(3,5)	(4,5)
Reprises de provisions excédentaires	(0,3)	(0,3)	(0,6)
Variation de périmètre	(0,7)	0,0	(0,7)
Autres	(0,8)		(0,8)
Effets de change		(0,2)	(0,2)
31 décembre 2007	3,9	3,6	7,5

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Réorganisations industrielles	0,6	3,6
Passifs divers	6,9	7,4
Total	7,5	11,0

Les provisions pour réorganisations industrielles ont été réduites de 3 millions d'euros en raison notamment de la fin des restructurations aux États-Unis.

Les sorties de trésorerie liées aux passifs divers provisionnés auront lieu en 2008 pour 3,0 millions d'euros et après 2008 pour 3,9 millions d'euros.

L'effet de la mise en équivalence de Chargeurs Fashion a un impact de - 0,8 million d'euros.

21. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

Les passifs financiers de Chargeurs sont du type « Autres passifs financiers ». Les dettes sont comptabilisées selon la méthode du coût amorti.

Les échéances des emprunts à long et moyen termes sont les suivantes :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
1 an ou moins	26,9	15,3
Plus de 1 an mais moins de 2 ans	19,0	18,1
Plus de 2 ans mais moins de 3 ans	18,8	27,0
Plus de 3 ans mais moins de 4 ans	5,8	15,0
Plus de 4 ans mais moins de 5 ans	6,5	3,6
Plus de 5 ans	6,6	22,3
Total	83,6	101,3

Emprunt par type de prêteur

(en millions d'euros)	Notionnel 31/12/2007	Notionnel 31/12/2006	Taux d'intérêt effectif 31/12/2007
Emprunts auprès d'établissements financiers	83,6	101,3	5,05 %
Concours bancaires courants	81,3	70,5	

Emprunt, avant couverture de taux, par date d'échéance de renouvellement (pour les emprunts à taux variable) ou de remboursement (pour les emprunts à taux fixe)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013 et +
Emprunt à taux fixe	0,4	0,3	0,3	0,2		
Emprunt à taux variable	82,4					

Emprunt, après couverture de taux, par date d'échéance de renouvellement (pour les emprunts à taux variable) ou de remboursement (pour les emprunts à taux fixe)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013 et +
Emprunt à taux fixe	6,9	6,8	18,8	0,7	0,6	1,8
Emprunt à taux variable	48,0					

Le taux d'intérêt moyen des emprunts à long et moyen termes avant swap de taux s'établit à 5,05 % et à 3,95 %, respectivement au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2006. Compte tenu des swaps de taux, le taux d'intérêt moyen des emprunts à long et moyen termes après swap de taux s'établit à 4,57 % et à 3,77 %, respectivement au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2006.

La part à taux fixe de ces emprunts, calculée après prise en compte des swaps, s'est élevée en moyenne à 41,03 % pour l'année 2007, contre 41,33 % pour l'année 2006.

La répartition des emprunts à long et moyen termes par devise de remboursement est la suivante au 31 décembre :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Euro	71,7	91,8
Dollar	3,4	3,2
Autres	8,5	6,3
Total	83,6	101,3

La partie « Autres » au 31 décembre 2007 comportait notamment des emprunts de 3,5 millions d'euros en couronnes tchèques et de 2 millions d'euros en Hong Kong dollars.

Les emprunts à taux variable ont une valeur au bilan voisine de leur juste valeur compte tenu des taux pratiqués. Les emprunts négociés à taux fixe ont une valeur comptable de 35,6 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Chargeurs Films de Protection a conclu en septembre 2005 un emprunt de 50 millions d'euros avec deux banques. Les contrats font référence aux ratios bancaires ci-après :

	2007	2006
Dette/capitaux propres	< 95 %	< 115 %
Dette/EBITDA	< 2,0	< 2,5
EBITDA/frais financiers	> 6,0	> 6,0

Ces ratios sont calculés sur les comptes consolidés du secteur, le non-respect des ratios peut entraîner un remboursement anticipé.

22. FOURNISSEURS, COMPTES RATTACHÉS ET AUTRES CRÉANCIERS

Le poste « Autres créanciers » comprend pour 3,6 millions d'euros la partie à moins d'un an des provisions pour risques et charges (note 20). Les créances cédées sans recours sont affichées dans le bilan de Chargeurs pour un montant de 82,5 millions d'euros (note 14). En contrepartie, une dette est constatée vis-à-vis des sociétés de factoring, classée dans la rubrique « Sociétés de factoring ».

La mise en équivalence au 31 décembre 2007 de Chargeurs Fashion entraîne une réduction du poste « Fournisseurs » de 17,2 millions d'euros et du poste « Autres créanciers » de 4,8 millions d'euros.

23. GESTION DU RISQUE FINANCIER

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché (notamment risque de change, risque de variation des taux d'intérêt et risque de variation de prix de certaines matières premières), risque de crédit et risque de liquidité. Le programme de gestion des risques du Groupe, qui est centré sur le caractère imprévisible des marchés financiers, cherche à en minimiser les effets potentiellement défavorables sur la performance financière du Groupe. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

(a) Risques de marché

Les risques de marché sont suivis grâce à différents états internes qui mettent en rapport les expositions des entités aux risques identifiés et les relient à des indicateurs de valeurs de marchés obtenues via des abonnements à diverses bases de données couvrant aussi bien les devises, les taux d'intérêt que les valeurs des principales matières premières affectant directement ou indirectement la marche des affaires et la valeur des actifs.

(i) Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international, 90 % du chiffre d'affaire est réalisé hors de France : il est donc exposé au risque de change provenant de différentes expositions en devises, principalement l'USD et le renminbi chinois, 46 % du chiffre d'affaires est réalisé dans les zones Amériques et Asie. Le risque de change porte sur : des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs en devises enregistrés au bilan, des investissements nets dans des entités étrangères. Pour se prémunir d'une façon durable contre les effets de change dus à l'USD et aux monnaies asiatiques, Chargeurs a localisé ses moyens de production dans la zone Asie et en zone USD, 36 % des actifs sont désormais situés dans cette zone.

Pour gérer le risque de change lié aux transactions commerciales futures et aux actifs et aux passifs en devises enregistrés au bilan, les entités du Groupe recourent essentiellement à des contrats de change à terme et aux options.

Chaque métier désigne les contrats conclus avec les banques comme des couvertures de juste valeur, des couvertures de flux de trésorerie ou des couvertures d'investissements nets, selon le cas.

Pour Chargeurs Films de Protection et Chargeurs Interlining, la politique est de couvrir, dans le cadre du processus budgétaire, une portion des transactions futures anticipées (principalement des ventes à l'exportation) dans chaque devise importante au cours de l'année suivante, le pourcentage retenu étant déterminé pour répondre à la définition d'une transaction prévue hautement probable aux fins de la comptabilité de couverture.

Pour Chargeurs Wool, les principales expositions induites par les transactions et la devise d'endettement sont vis-à-vis du dollar australien, du dollar américain et du rand sud-africain. Chargeurs Wool utilise des contrats de change à terme ainsi que certains produits à base d'options. Fin 2007, compte tenu de la forte volatilité du dollar australien et du rand sud-africain, ce métier a mis en place une couverture de flux futurs sur ces devises.

Le Groupe a couvert au cours des derniers exercices le risque de change lié à la détention de certains actifs nets dans une devise distincte de l'euro. Cette politique a été abandonnée au second semestre 2007 et la Direction a donc décidé de ne plus qualifier ces opérations comme éléments de couverture d'actifs nets. L'impact de ce changement de politique a été un bénéfice de 875 milliers d'euros comptabilisé en résultat financier.

(ii) Risque de taux d'intérêt

Les taux d'intérêt des lignes de crédit à cinq ans ont été transformés en 2006 de variable en fixe, pour une partie significative, au moyen de swaps de taux d'intérêt (note 21). Aucune autre couverture n'est intervenue au cours de l'exercice 2007.

L'impact d'une hausse des taux d'intérêt de 1 % sur la dette nette (y compris les montants perçus au titre des cessions de créances sans recours) non couverte contre le risque de taux, soit 19 millions d'euros serait de 0,2 million d'euros.

(iii) Risque de variation de prix

Le Groupe est exposé au risque de prix sur certaines marchandises essentielles pour ses productions. Le métier Films est exposé à certains dérivés du pétrole et gère ce risque via des contrats avec ses fournisseurs et sa politique de prix de vente. Par ailleurs, ce métier a initié en 2007 un premier achat de contrat de couverture via l'achat d'un contrat dérivé. Le métier Interlining est exposé aux prix des fibres entrant dans la composition de ses produits et gère cette exposition par la mise en concurrence de ses fournisseurs. Le métier Laine adosse systématiquement ses engagements de vente à prix fixé à des engagements d'achat de même nature.

(b) Risque de crédit

(i) Risque sur les créances commerciales

Le Groupe n'a pas de concentration importante de risque de crédit. Aucun client ne dépasse 10 % du chiffre d'affaires. Parallèlement à cette situation de fait, le Groupe protège ses encours commerciaux par de l'assurance crédit ou des lettres de crédit aussi souvent que cela est possible.

Dans les métiers induisant un risque de contrepartie excédant les six mois, le Groupe a développé un système de notation interne permettant de calibrer les expositions en fonction du profil de risque de la contrepartie.

(ii) Risque pays

La diversification des débouchés en termes géographiques permet au Groupe de ne pas avoir d'exposition substantielle à du risque politique. L'analyse des notes de crédit des principaux pays clients du Groupe témoigne que les cinq principaux pays clients ont une note de crédit au moins égale à A selon la méthodologie élaborée par l'agence de notation Standard and Poor's pour évaluer le risque des États.

Exercice 2007

Pays	Pourcentage du chiffre d'affaires total	Notes de crédits ⁽¹⁾
Chine	19,1 %	A
Italie	15,7 %	A+
Allemagne	10,6 %	AAA
France	9,6 %	AAA
États-Unis	8,5 %	AAA

(1) Notation Standard and Poor's.

(iii) Risque lié aux contreparties bancaires

Pour les instruments dérivés, les transactions se dénouant en trésorerie, et les dépôts de trésorerie, les contreparties sont limitées à des institutions financières de grande qualité.

Au 31 décembre 2007, plus de 60 % de la trésorerie du Groupe était placée auprès d'institutions financières bénéficiant de notes de crédit supérieures ou égales à AA selon la méthodologie élaborée par l'agence de notation Standard and Poor's pour évaluer le risque desdites institutions.

31 décembre 2007

Banque	Pourcentage de la trésorerie du Groupe	Notes de crédits ⁽¹⁾
Banque 1	> 30 %	AA+
Banque 2	entre 20 % et 30 %	AA-
Banque 3	entre 5 % et 10 %	AA
Banque 4	moins de 5 %	B+
Banque 5	moins de 5 %	A

(1) Notation Standard and Poor's.

(iiii) Risque lié aux compagnies d'assurances

Chargeurs, dans le cadre de sa politique de gestion des risques, a recours à des polices d'assurance couvrant divers types de risques (risque d'insolvabilité des clients, risque transport, risque dommages et pertes d'exploitation, risque responsabilité civile). Ces risques sont souscrits auprès de différentes compagnies dont aucune n'avait au 31 décembre 2007 une note de crédit inférieure à A+ selon la méthodologie élaborée par l'agence de notation Standard and Poor's pour évaluer le risque de ces sociétés.

Assureurs

Risques assurés	Notes de crédits ⁽¹⁾
Crédit commercial	AA
Transport	AA+
Domages et perte d'exploitation	AA-
Responsabilité civile	A+

(1) Notation Standard and Poor's.

(c) Risque de liquidité

Le Groupe gère son risque de liquidité à travers trois grandes politiques.

(i) Le maintien d'un excédent d'actifs court terme par rapport aux passifs court terme

Au 31 décembre 2007

(en millions d'euros)	Total	Échéance à moins de 1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance au-delà de 5 ans
<i>Actifs et passifs financiers</i>				
Trésorerie et équivalents				
de trésorerie	110,3	110,3		
Emprunts à long et moyen terme	(56,7)		(50,1)	(6,6)
Part courante des emprunts	(26,9)	(26,9)		
Crédits court terme et découverts bancaires	(81,3)	(81,3)		
Dette nette	(54,6)	2,1	(50,1)	(6,6)
Instruments financiers				
dérivés actifs	1,8	1,8		
Dépôts et cautionnements	9,3		9,3	
Instruments financiers				
dérivés passifs	(4,7)	(4,7)		
Autres actifs et passifs financiers	6,4	(2,9)	9,3	0,0
Solde financier	(48,2)	(0,8)	(40,8)	(6,6)
<i>Besoin en fonds de roulement</i>				
Clients et autres débiteurs	82,5	82,5		
Stocks	155,2	155,2		
Fournisseurs	(157,0)	(157,0)		
Solde opérationnel	80,7	80,7	0,0	0,0
Solde total (financier + opérationnel)	32,5	79,9	(40,8)	(6,6)

Au 31 décembre 2006

(en millions d'euros)	Total	Échéance à moins de 1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance au-delà de 5 ans
<i>Actifs et passifs financiers</i>				
Trésorerie et équivalents				
de trésorerie	125,2	125,2		
Emprunts à long et moyen terme	(86,0)		(63,7)	(22,3)
Part courante des emprunts	(15,3)	(15,3)		
Crédits court terme et découverts bancaires	(70,5)	(70,5)		
Dette nette	(46,6)	39,4	(63,7)	(22,3)
Instruments financiers				
dérivés actifs	2,0	2,0		
Dépôts et cautionnements	10,2		10,2	
Instruments financiers				
dérivés passifs	(0,2)	(0,2)		
Autres actifs et passifs financiers	12,0	1,8	10,2	0,0
Solde financier	(34,6)	41,2	(53,5)	(22,3)
<i>Besoin en fonds de roulement</i>				
Clients et autres débiteurs	78,9	78,9		
Stocks	167,3	167,3		
Fournisseurs	(185,7)	(185,7)		
Solde opérationnel	60,5	60,5	0,0	0,0
Solde total (financier + opérationnel)	25,9	101,7	(53,5)	(22,3)

(ii) Le Groupe recherche en permanence un équilibre entre partenariat et diversification avec ses bailleurs de fonds

Le Groupe travaille avec plus de 25 groupes bancaires ou sociétés financières. Les huit premières institutions financières représentent 80 % des lignes disponibles.

(iii) Règles de souscription

Le Groupe est particulièrement vigilant lors de la mise en place de financements à la négociation d'une documentation minimisant le risque de liquidité. Cette vigilance est concrétisée par l'existence de normes de négociation et d'une validation à plusieurs niveaux des documentations négociées dans le cadre de financements significatifs.

RÉSULTAT

24. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Frais de recherche et développement	(9,4)	(10,5)
Total	(9,4)	(10,5)

25. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2006 publié
Gains et pertes de change	(2,0)	(1,5)	(1,5)
Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	1,2	1,2	1,2
Dépréciations de goodwill		-	-
Frais de restructuration		(0,8)	(0,8)
Autres	0,8	1,4	1,4
Frais de recherche et développement	na	na	(10,5)
Intéressement	na	na	(2,0)
Total	0,0	(0,3)	(12,2)

Les frais de recherche et développement et l'intéressement inclus dans les Autres produits et charges opérationnels dans le publié 2006 pour respectivement 10,5 millions d'euros et 2 millions d'euros ont été reclassés dans le compte de résultat :

- pour les frais de recherche et développement, sur une ligne à part ;
- pour l'intéressement, en coûts de ventes, charges commerciales, charges administratives et frais de recherche et développement.

26. EFFECTIFS ET CHARGES DE PERSONNEL

L'effectif moyen des sociétés consolidées par intégration globale est le suivant :

	31/12/2007	31/12/2006
Personnel France	990	1 035
Personnel hors France	2 268	2 429
Effectif total	3 258	3 464

La mise en équivalence au 31 décembre 2007 de Chargeurs Fashion concerne un effectif moyen sur l'année 2007 de 310 personnes.

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Salaires	72,8	76,2
Charges sociales	24,3	27,2
Intéressement	1,6	2,0
Total	98,5	105,4

27. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Intérêts et charges assimilés	(14,1)	(11,7)
Produits des prêts et des placements	3,5	4,6
Ajustement de juste valeur		
- des participations non consolidées		0,7
- des instruments financiers	(0,4)	0,1
Pertes de change		
sur transactions en devises		(0,5)
Autres		0,1
Montant net	(11,0)	(6,7)

28. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôt sur les résultats de la période s'analyse comme suit au compte de résultat :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Impôts courants	(5,6)	(4,4)
Impôts différés	1,5	(0,8)
Total impôts	(4,1)	(5,2)

Le montant de l'impôt sur le résultat du Groupe est différent du montant théorique qui ressortirait du taux d'imposition moyen pondéré applicable aux bénéfices des sociétés consolidées (assimilé aux taux de l'impôt français) en raison des éléments ci-après.

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Charge d'impôt de la période	(4,1)	(5,2)
Taux de l'impôt français	33,33%	33,33%
Impôt théorique au taux ci-dessus	(5,9)	(6,2)
Différence à expliquer	1,8	1,0
Taux d'impôt différent dans des filiales étrangères	0,8	0,7
Différence permanente entre résultat consolidé et résultat imposable	(0,9)	0,6
Déficits, antérieurement provisionnés, utilisés sur l'exercice	3,6	1,4
Pertes réalisées dans des sociétés où les déficits fiscaux ne peuvent être utilisés	(1,3)	(1,2)
Divers	(0,4)	(0,5)

29. OPTIONS SUR ACTIONS CONSENTIES AUX SALARIÉS

Le Groupe a consenti à ses salariés des options d'achat ou de souscription d'actions selon les différents plans suivants :

Date du plan	Nombre ⁽¹⁾	Prix en euros	Bénéficiaires au 31/12/2007 ⁽²⁾	Disponibles à partir du	Disponibles jusqu'au	Solde au 31/12/2007
Plans de souscription						
11 mars 1997	99 000	14,48	0/39	12 mars 2002	11 mars 2005	0
10 septembre 1997	18 000	17,02	0/1	11 septembre 2002	10 septembre 2005	0
5 mai 1998	374 850	20,43	0/90	6 mai 2003	5 mai 2006	0
18 mai 1999	75 000	17,73	0/1	19 mai 2004	18 mai 2007	0
2 mai 2000	329 250	18,80	35/102	3 mai 2004	2 mai 2008	62 630
31 mai 2001	369 000	26,23	60/110	1 ^{er} juin 2005	31 mai 2009	247 950
Total	1 265 100					310 580
Plans d'achat						
18 mai 1999	293 400	17,73	0/96	19 mai 2004	18 mai 2007	0
Total	293 400					0
Total général	1 558 500					310 580

(1) Les comptes annuels 2003 de Chargeurs en tant que société mère rappelaient (paragraphe 10) les décisions d'attribution d'options par des Assemblées Générales tenues entre 1996 et 2001. Les chiffres indiqués dans cette colonne tiennent compte de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 14 mai 2002 d'augmenter le capital par incorporation de réserves, ce qui entraîne une multiplication du nombre de titres par trois.

(2) Nombre de bénéficiaires restants sur nombre de bénéficiaires à l'origine du plan.

Le nombre d'options et le prix d'exercice moyen des options ont évolué comme suit :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en circulation		
à l'ouverture de l'exercice	452 530	23,25
Options venues à échéance		
sans être exercées	33 450	24,68
Options exercées pendant l'exercice	108 500	18,56
Options en circulation		
au 31 décembre 2007	310 580	24,73

Les options ayant été attribuées avant le 7 novembre 2002 ne font pas l'objet d'une évaluation en juste valeur.

30. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice. Le résultat non dilué par action pour l'année 2007 est de 1,50 euro (résultat net/nombre d'actions moyen).

En l'absence d'instruments dilutifs significatifs, le résultat dilué par action est identique au résultat non dilué par action.

31. FLUX DE TRÉSORERIE VENANT DES OPÉRATIONS

(en millions d'euros)	2007	2006
Résultat net des sociétés intégrées avant impôt	17,8	18,7
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	11,2	4,0
– amortissement des immobilisations	14,9	13,9
– provisions pour risques et engagements de retraite	(3,2)	(8,1)
– dépréciations d'actifs non courants	0,0	(1,9)
– ajustement de juste valeur	0,1	(1,1)
– flux d'actualisation	–	–
– réallocations ou utilisations de la réserve de couverture de transactions futures (avant impôts et partage avec minoritaires)	–	(0,5)
– plus-values sur cessions d'immobilisations et titres de participation	(0,6)	1,7
Impôts payés sur le résultat	(6,3)	(4,8)
Marge brute d'autofinancement	22,7	17,9

32. ENGAGEMENTS HORS BILAN ET RISQUES ÉVENTUELS

32.1 Engagements commerciaux

Au 31 décembre 2007, Chargeurs et ses filiales sont engagés par des commandes fermes pour l'acquisition d'actifs industriels d'un montant total de 0,4 million d'euros (2006 : 0,6 million d'euros).

32.2 Garanties données à des tiers

Chargeurs et ses filiales se sont portés caution pour un montant de 0,4 million d'euros.

Dans le cadre de la cession de 50 % de Chargeurs Fashion, Chargeurs a accordé une garantie d'actif et de passif à la société Holfipar. Cette garantie arrivera à échéance le 30 juin 2009.

32.3 Sûretés réelles

La dette bancaire du Groupe comprend un financement, obtenu en 2005, pour un montant de 4,5 millions d'euros, garanti par une hypothèque sur les actifs immobiliers de la filiale concernée.

32.4 Locations simples de matériels et équipements dans le cadre de contrats à moyen terme

Les loyers restant à payer s'analysent comme suit par échéance :

(en millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006
Payables à moins d'un an	10,2	10,3
Payables à plus d'un an et à moins de cinq ans	28,3	28,6
Payables à cinq ans et plus	0,0	10,4
Total	38,5	49,3

32.5 Risques juridiques

À la date d'arrêté des comptes, Chargeurs et ses filiales étaient engagés dans diverses procédures concernant des litiges. Après examen de chaque cas au niveau de chaque filiale concernée, et après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés. Chargeurs a accordé des garanties de passif dans le cadre de cessions de certaines de ses filiales. Lorsque des événements postérieurs à ces cessions entraînent la mise en œuvre de ces garanties, les provisions adéquates sont constituées.

32.6 Risques fiscaux

Dans plusieurs pays où Chargeurs et ses filiales exercent leurs activités, et notamment en France, les déclarations fiscales des exercices non prescrits peuvent faire l'objet d'une inspection par les autorités compétentes (pendant quatre ans en France).

32.7 Les montages déconsolidants

• Structures Dolly

Chargeurs a poursuivi, au cours des dernières années, un recentrage constant sur ses cœurs de métier. En conséquence, Chargeurs travaille avec des sociétés externes au Groupe, juridiquement et financièrement indépendantes, qui assument des opérations qui étaient précédemment réalisées par le Groupe.

• CWP

Chargeurs Wool réalise environ 42 % de son activité topmaking par l'intermédiaire de la société CWP.

Dans ce cas, Chargeurs est prestataire de services pour le peignage de laine et le topmaking. Si Chargeurs devait assurer directement cette activité, son BFR serait augmenté d'environ 45 millions d'euros.

• IMLA

À l'issue de la fin des contrats de location simple entre les trois métiers textiles du Groupe et les sociétés WMLA et IMLA, seul Chargeurs Interlining a renouvelé en 2006 un contrat de location simple avec IMLA pour une période de six ans.

Les actifs sont loués sur la base d'une location simple aux termes duquel les vendeurs ne sont jamais dans l'obligation de racheter le matériel et les contrats respectent les critères comptables usuels en cette matière.

Les loyers annuels relatifs au nouveau contrat avec IMLA seront en moyenne de 3,75 millions d'euros au cours des cinq prochaines années.

33. INFORMATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les résultats par secteur d'activité pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 sont détaillés ci-après.

(en millions d'euros)	Chargeurs Films de Protection	Chargeurs Interlining	Chargeurs Wool	Chargeurs Fashion	Non opérationnel	Consolidé
Solde au 31 décembre 2007						
Chiffre d'affaires	208,3	242,1	254,2	85,0		789,6
Résultat d'exploitation par secteur	16,4	10,5	5,4	1,5	(5,1)	28,7
Charges financières						(11,0)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées						1,5
Résultat avant impôt sur le résultat						19,2
Charges d'impôt sur le résultat						(4,1)
Résultat de l'exercice						15,1

Les résultats par secteur d'activité pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 sont détaillés ci-après.

(en millions d'euros)	Chargeurs Films de Protection	Chargeurs Interlining	Chargeurs Wool	Chargeurs Fashion	Non opérationnel	Consolidé
Solde au 31 décembre 2006						
Chiffre d'affaires	218,4	236,3	224,5	89,7		768,9
Résultat d'exploitation par secteur	17,7	8,8	1,9	0,8	(3,8)	25,4
Charges financières						(6,7)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées						(0,2)
Résultat avant impôt sur le résultat						18,5
Charges d'impôt sur le résultat						(5,2)
Résultat de l'exercice						13,3

Informations complémentaires pour l'exercice 2007.

(en millions d'euros)	Chargeurs Films de Protection	Chargeurs Interlining	Chargeurs Wool	Chargeurs Fashion	Non opérationnel	Consolidé
Amortissements des immobilisations corporelles	(2,9)	(6,2)	(4,1)	(1,3)	(0,3)	(14,8)
Dépréciations :						
– des goodwill						
– des immobilisations corporelles						
Dépréciations :						
– des stocks	(0,6)	(2,5)	(0,2)	(1,7)		(5,0)
– des créances clients		0,2	0,1	0,1		0,4
Restructurations ⁽¹⁾	0,8	(1,3)	(0,1)	0,6		0,0

(1) Totalité des coûts de restructuration regroupant différents classements comptables.

Informations complémentaires pour l'exercice 2006.

(en millions d'euros)	Chargeurs Films de Protection	Chargeurs Interlining	Chargeurs Wool	Chargeurs Fashion	Non opérationnel	Consolidé
Amortissements des immobilisations corporelles	(2,6)	(5,2)	(2,6)	(2,3)	(0,7)	(13,4)
Dépréciations :						
– des goodwills						0,0
– des immobilisations corporelles						0,0
Dépréciations :						
– des stocks	(0,8)	(1,1)	(0,4)	(2,6)		(4,9)
– des créances clients		(0,1)		0,5		0,4
Restructurations ⁽¹⁾	2,0	(1,5)	(1,1)	(0,2)		(0,8)

(1) Totalité des coûts de restructuration regroupant différents classements comptables.

Les résultats sectoriels comprennent les profits et les pertes sur les dérivés de change qui ont été recyclés dans le compte de résultat au titre des couvertures de flux de trésorerie sur les transactions commerciales d'achats et de ventes.

Les charges financières comprennent le résultat des couvertures de flux de trésorerie sur des emprunts porteurs d'intérêt qui ont été inscrits au compte de résultat au cours de l'exercice. Elles comprennent également les pertes et les profits découlant de la réévaluation de dérivés de taux d'intérêt désignés comme des couvertures de juste valeur. Les coûts non affectés à un secteur représentent les charges de l'entité prise dans son ensemble, y compris les pertes et les profits sur les instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction.

Les transferts ou les transactions entre secteurs sont réalisés dans les conditions habituelles, identiques à celles qui seraient pratiquées avec des tiers non liés.

Actifs et passifs sectoriels au 31 décembre 2007

(en millions d'euros)	Chargeurs Films de Protection	Chargeurs Interlining	Chargeurs Wool	Chargeurs Fashion	Non opérationnel	Consolidé
Actifs ⁽¹⁾	150,0	213,0	142,0	21,0	27,0	553,0
Passifs ⁽²⁾	86,0	67,0	107,0	1,0	–	261,0
Capitaux investis	64,0	146,0	35,0	20,0	27,0	292,0
Acquisition d'actifs	3,4	6,3	2,4	1,4	–	13,5

(1) Actifs hors trésorerie.

(2) Passifs autres que capitaux propres et dette bancaire nette de trésorerie.

Actifs et passifs sectoriels au 31 décembre 2006

(en millions d'euros)	Chargeurs Films de Protection	Chargeurs Interlining	Chargeurs Wool	Chargeurs Fashion	Non opérationnel	Consolidé
Actifs ⁽¹⁾	154,0	213,0	144,0	54,0	26,0	591,0
Passifs ⁽²⁾	98,0	80,0	94,0	30,0	–	302,0
Capitaux investis	56,0	133,0	50,0	24,0	26,0	289,0
Acquisition d'actifs	2,1	16,1	18,3	1,9	–	38,4

(1) Actifs hors trésorerie.

(2) Passifs autres que capitaux propres et dette bancaire nette de trésorerie.

34. INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le groupe Chargeurs a une activité mondiale, comme le démontrent les indicateurs ci-dessous.

Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	2007	2006
Europe	422,7	419,4
Asie – Océanie – Afrique	247,0	210,6
Amériques	119,9	138,9

Les principaux pays clients sont :

(en millions d'euros)	2007	2006
Chine et Hong Kong	151,4	117,8
Italie	123,8	115,5
Allemagne	84,0	80,6
France	75,7	72,7
États-Unis	67,2	83,1

Le chiffre d'affaires est présenté en fonction des zones dans lesquelles les clients sont localisés.

Total des actifs

(en millions d'euros)	2007	2006
Europe	470,2	528,2
Asie – Océanie – Afrique	108,3	148,1
Amériques	155,1	110,5
Total	733,6	786,8

Les actifs sont présentés en fonction des zones dans lesquelles les actifs sont localisés.

Acquisition d'actifs

(en millions d'euros)	2007	2006
Asie – Océanie – Afrique	3,3	13,8
Europe	7,4	13,3
Amériques	2,9	11,3

Les acquisitions d'actifs sont présentées en fonction des zones dans lesquelles les actifs sont localisés.

35. LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Au 31 décembre 2007, 79 sociétés ont été intégrées dans les comptes consolidés (94 en 2006) et 16 mises en équivalence (7 en 2006).

Chargeurs	Société mère
A – Principales sociétés intégrées globalement	
Chargeurs Deutschland	
Chargeurs Textiles	
Leipziger Wollkämmerei AG	
Métier Films de Protection	
Chargeurs Films de Protection	Holding du métier
France	Novacel et ses filiales – Allemagne – Belgique – Espagne – Grande-Bretagne
Italie	Boston Tapes et ses filiales
Amérique du Nord	Chargeurs Protective Films Inc. – Novacel Inc.
Métier Entoilage	
Chargeurs Interlining	Holding du métier
France	Lainière de Picardie BC – Intissel – DHJ International
Italie	Chargeurs Interfodere Italia
Allemagne	LP Deutschland
Royaume-Uni	LP UK
Espagne	LP Hispana
Portugal	LP Portugal
République tchèque	Bertero SRO
Amérique du Nord	LP Inc. – DHJ Canada
Amérique du Sud	LP Brazil – Entretelas Americanas – LP Chile
Afrique du Sud	Stroud Riley
Asie	Chargeurs Interlining Hong Kong – DHJ Malaysia – LP Wujiang – LP Korea – DHJ China – Chargeurs Yak Textile Trading
Métier Laine	
Chargeurs Wool	Holding du métier
France	Chargeurs Wool (Eurasia)
Royaume-Uni	Hart Wool Bradford (Ltd)
Italie	Chargeurs Wool Sales (Europe) SRL
Afrique du Sud	Chargeurs Wool (South Africa) Pty
Uruguay	Lanas Trinidad
Argentine	Chargeurs Wool (Argentina) SA
Australie	Riverina Wool Combing Pty – Chargeurs Wool Pty
Nouvelle-Zélande	Chargeurs Wool (NZ) Ltd
États-Unis	Chargeurs Wool (USA) Inc.
Asie	Chargeurs Wool Sales (Shanghai) Ltd – Zhangjiagang Yangtse Wool Combing
Autres	
Chine	Laina
B – Principales sociétés mises en équivalence	
Ningbo Yak Kyokuyo Textiles	(49 %)
Ningbo Lailong Bertero Interlining	(49 %)
Comtex et ses filiales	(50 %)
Peinaje del Rio Llobregat	(40 %)
Peinaduria Rio Chubut	(50 %)
Chargeurs Fashion et ses filiales Avelana, Roudière, Lepoutre etc.	(50 %)

Les pourcentages indiqués sont les pourcentages de contrôle de Chargeurs au 31 décembre 2007, lorsque ceux-ci ne sont pas très proches ou égaux à 100 %.

36. OPÉRATIONS AVEC PARTIES LIÉES

Activité avec les sociétés mises en équivalence

En 2007, les principaux flux d'activité avec les sociétés mises en équivalence ont correspondu aux achats réalisés auprès des deux sociétés chinoises Ningbo Yak Kyokuyo Textiles et Ningbo Lailong Bertero Interlining et ont été enregistrés en coût des ventes du métier Chargeurs Interlining à hauteur de 15,1 millions d'euros.

Rémunération des dirigeants

Les montants des rémunérations à verser au titre de l'exercice 2007 aux membres des organes d'administration et de Direction s'élèvent respectivement à 40 000 euros et 581 010 euros.

37. ÉVÉNEMENTS POSTCLÔTURE

Le métier Chargeurs Interlining a acquis le 21 janvier 2008, 100 % des titres de la société de production et vente d'entoilage Etacol située au Bangladesh. Cette société réalise un chiffre d'affaires d'environ 9 millions d'euros.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

(Exercice clos le 31 décembre 2007)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Chargeurs relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 3 de l'annexe aux comptes consolidés mentionne les estima-

tions et jugements significatifs retenus par la direction. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et jugements, à revoir, par sondages, les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à vérifier que les notes aux comptes consolidés donnent une information appropriée sur les hypothèses et les options, retenues par la société. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 31 mars 2008

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Catherine Sabouret

S & W Associés
Vincent Young

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ CHARGEURS, POUR CE QUI CONCERNE LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIVES A L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Chargeurs et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

– prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;

– prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
– déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine le 31 mars 2008

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Catherine Sabouret

S & W Associés
Vincent Young

COMITÉ DE DIRECTION

Eduardo MALONE

Président-Directeur Général

Laurent DEROLEZ

Directeur Général Chargeurs Films de Protection

Philippe HAROCHE

Directeur Juridique et Fiscal

Christian LAFFONT

Directeur Général Participations Textiles

Martine ODILLARD

Directeur des Ressources Humaines et de la Communication

Christophe POTHIER

Directeur Financier

Richard VON GERSTENBERG

Directeur Général Worldwide Operations Chargeurs Wool

Bernard VOSSART

Directeur Général Chargeurs Interlining

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Eduardo MALONE

Président-Directeur Général et Administrateur

Fonctions dans d'autres sociétés

Co-Président de Pathé

Directeur Général de Pathé SAS

Président de EuroPalaces, Chargeurs Textiles

Président-Directeur Général de Sofi Emy

Administrateur de Companie Deutsch, Lanas Trinidad SA, Lanera Santa Maria SA, Lainière de Picardie UK Ltd, Otegui Hermanos SA

Jérôme SEYDOUX

Vice-Président-Directeur Général délégué et Administrateur

Fonctions dans d'autres sociétés

Co-Président de Pathé

Président de Pathé SAS, Pathé Distribution SAS,

Pathé Renn Production SAS

Membre du Comité de Direction de Pathé Renn Production SAS, Pricel SAS

Directeur Général de Pricel SAS

Vice-Président et membre du Comité des Investissements de Olympique Lyonnais Groupe

Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Mont-Blanc SA

Membre du Conseil de Direction de Pathé SAS

Président du Comité des Rémunérations de Accor SA

Administrateur de Accor SA, Olympique Lyonnais Groupe

Gérant de Edjer EURL, Oje SC, Sojer SC

Représentant permanent de Soparic Participations, au Conseil d'Administration de l'Olympique Lyonnais SASP

Salim Meir IBRAHIM

Administrateur

Giuseppe PIROLA

Administrateur

Fonctions dans d'autres sociétés

Président du Conseil d'Administration de Studio Pirola Pennuto Zei & Associati, E-Thinkers Srl

Administrateur de Antonello Manuli Finanziaria SpA, Auto Centauro de la Vallee Srl, Autocrocetta SpA, Cambiolavoro Srl, Coop-Lease SpA, Gest Auto SpA, Gruppo Euro Auto 2000 SpA, Idea Uno SpA, Manuli Rubber SpA, Manuli Strech SpA, Pathé SpA, Raggio di Sole Mangimi SpA, Riso Gallo SpA, Terme di Saturnia Srl
Président du Collège des Commissaires aux comptes de ABB SpA, AAB Cap SpA, Aliaxis Holding Italia SpA, AVF Astore Valevs and Fittings Srl, Bluestar Silicones Italia SpA, Esselunga SpA, Europlast SpA, Fattoria Casabianca SpA, Fineurop SpA, FIP Formatura Iniezione Polimeri SpA, Fudfina Srl, Gancia SpA, Glynwed Srl, Gruppo Cordenons SpA, Idea SpA, Immobiliare Celsa SpA, La Villata SpA, Mare Holding SpA, Nerviano Medical Sciences Srl, Nicoll Srl, OMR Holding SpA (Officine Meccaniche Rezzatesi), Orofin SpA, Prosciuttificio Rovagnati Srl, Redi HT Srl, Redi SpA, Rhodia Italia SpA, Rovagnati SpA, S.F.E. Società Finanziaria Europea SpA, Sibelco Italia SpA, Simis Srl, Supermarkets Italiani SpA, Valeo SpA, Wave SpA
Commissaire aux comptes effectif de Ecodeco Srl, Fertilvita Srl, F.lli Gancia & C. SpA, Mare SpA

Georges RALLI

Administrateur

Fonctions dans d'autres sociétés

Président de Maison Lazard SAS (depuis le 31 mai 2007), Lazard Frères Gestion SAS

Président-Directeur Général de Lazard Frères Banque SA
Vice-Président, Directeur Exécutif et Associé-Gérant de Compagnie Financière Lazard Frères SAS (anciennement dénommée Lazard Frères SAS)

Vice-Président, Directeur Général et Associé-Gérant de Lazard Frères SAS (anciennement dénommée Lazard SAS depuis le 31 mai 2007)

Associé-Gérant de Maison Lazard SAS (jusqu'au 30 janvier 2007)
Associé Commandité-Gérant de Partena SCS (jusqu'au 29 juin 2007)

Administrateur de Fonds Partenaires-Gestion, Lazard Frères Banque, SILIC, Veolia Environnement, VLGI

Censeur de Eurazeo

Deputy Chairman de Lazard Group LLC (États-Unis)

Chief Executive de European Investment Banking Business de Lazard Group LLC (États-Unis)

Co-Chairman de European Investment Banking Committee de Lazard Group LLC (États-Unis)

Membre de European Advisory Board de Lazard Group LLC (États-Unis)

Membre du Comité Exécutif de Lazard Strategic Coordination Company LLC (États-Unis)

Membre du Conseil d'Administration de Lazard & Co Srl (Italie)

4 mars 2008

CHARGEURS

Siège social

29-31, rue Washington – 75008 Paris – France
Tél. +33 (0)1 71 72 33 50 – Fax +33 (0)1 71 72 33 51
www.chargeurs.fr
Société anonyme au capital de 166 033 552 euros
390 474 898 RCS Paris

Direction de la Communication

Martine Odillard
Tél. +33 (0)1 71 72 30 43 – Fax +33 (0)1 71 72 33 67

Direction Financière, relations avec les investisseurs

Christophe Pothier
Tél. +33 (0)1 71 72 33 50 – Fax +33 (0)1 71 72 33 66

Chargeurs Films de Protection

27, rue du Docteur-Émile-Bataille
76250 Déville-lès-Rouen – France
Tél. +33 (0)2 32 82 72 32 – Fax +33 (0)2 35 75 47 24

Chargeurs Interlining

Buire-Courcelles – BP 70 112
80202 Péronne Cedex – France
Tél. +33 (0)3 22 73 40 00 – Fax +33 (0)3 22 73 40 01

Chargeurs Wool Worldwide Operations

C/O Chargeurs Wool (Argentine) SA
avenida de Mayo 605 – Piso 11
C1084 AAB Buenos Aires – Argentine
Tél. +54 (0) 11 4345 7983 – Fax +54 (0) 11 4342 0631

Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit SA, Titulaire,
63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine – France
Monsieur Yves Nicolas, Suppléant,
63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine – France
S & W Associés, Monsieur Vincent Young, Titulaire,
8, avenue Président-Wilson – 75116 Paris – France
Madame Maryse Le Goff, Suppléante,
8, avenue Président-Wilson – 75116 Paris – France

Le rapport financier présentant les documents requis pour l'Assemblée Générale des Actionnaires (et notamment les comptes 2007 de la société mère Chargeurs) fait l'objet d'un deuxième document. Il est disponible auprès de la Direction de la Communication. Une version anglaise peut également être fournie pour chacun des documents.

Conception et réalisation :  **EURO RSCG C&O**

Conseil rédactionnel : Jacques Guérin

Crédits photo : Richard N'Go, Getty Images, Studio Rauzier Rivière,
portrait du président Pierre-Laurent Hahn/Rapho.

www.chargeurs.fr

CHARGEURS 29-31, rue Washington – 75008 Paris – France – Tél. +33 (0)1 71 72 33 50 – Fax +33 (0)1 71 72 33 51